

directdownload - streaming - directdownload - streaming - directdownload - streaming -

**ssa** société  
suisse des  
auteurs

Recherche

SEARCH

USERS

\*\*\*\*\*

LOGIN



FREE!

Download now!



Play now!



## A l'assaut des pirates

Face à un piratage de toutes les œuvres culturelles pratiqué par tout un chacun, la Suisse envisage de nouvelles stratégies. Enquête en trois volets.

## Sturm auf die Piraten

Angesichts der allseits verbreiteten Piraterie von kulturellen Werken fasst die Schweiz neue Strategien ins Auge. Analyse in drei Teilen.

BULLETIN N° 112, AUTOMNE / HERBST 2014

papier

**ÉDITO EDITORIAL**

- 3 **Marché noir de la culture**  
3 Schwarzmarkt der Kultur

**DOSSIER – LE PIRATAGE EN LIGNE**

- 4 **Un piratage aux mille visages**  
7 **Surveiller et bloquer**  
8 **«On ne maîtrise plus rien»**

**DOSSIER – INTERNETPIRATERIE**

- 10 Internetpiraten haben tausend Gesichter  
13 Überwachen und sperren  
14 «Wir haben nichts mehr im Griff»

**SSA SSA**

- 16 **Comment devient-on membre administrateur de la SSA?**  
20 Wie wird man Mitglied im Verwaltungsrat der SSA?

**SCÈNE BÜHNE**

- 17 **Les arts de la rue ont désormais leur bourse**  
21 Die Strassenkunst hat jetzt ihr Stipendium

**INFOS SSA INFOS SSA**

- 18 **En français**  
19 Auf Deutsch

**INFOS DROITS INFO URHEBERRECHTE**

- 22 **En français**  
23 Auf Deutsch

**EN COUVERTURE TITELSEITE:**

Photo du film *Opération Casablanca* de Laurent Nègre, scénario Laurent Nègre et Mohcine Besri, production Bord Cadre films 2011. Montage-image: INVENTAIRE.CH  
Filmfoto von *Opération Casablanca* von Laurent Nègre, Drehbuch Laurent Nègre und Mohcine Besri, Produktion Bord Cadre films 2011. Bildmontage: INVENTAIRE.CH

# Marché noir de la culture

La question du piratage – ou de son euphémisme «l'offre illégale» – interroge et divise l'économie culturelle dont nous, les auteurs, dépendons pour exploiter nos œuvres.

Elle nous semble à bien des égards éloignée, car a priori ce ne sont pas «nos films» que l'on pirate mais ceux des Majors américaines. Et pourtant, le phénomène atteint bel et bien nos œuvres.

En même temps, elle nous est familière puisque la loi suisse autorise le téléchargement de toute source, donc y compris illégale, renvoyant le consommateur à sa responsabilité personnelle.

C'est la raison pour laquelle le thème principal de ce *Papier* quitte le terrain strictement politique pour appréhender la réalité de ce territoire souterrain: de quoi parle-t-on? Comment le piratage est-il organisé? Qu'est-ce qui a été tenté pour le combattre? Qu'est-ce qui est envisagé en Suisse? Les pages qui suivent vous proposent un voyage (chiffré au mieux, compte tenu de la difficulté) dans ce «marché noir de la culture».

En vérité, nous commençons à peine à tirer au clair les tenants et aboutissants de l'impact du piratage sur notre économie culturelle.

Le paysage dessiné fait émerger des contradictions, voire des ambiguïtés. Y compris dans le camp des auteurs. Le combat semble celui de David contre Goliath. En vérité, nous commençons à peine à tirer au clair les tenants et aboutissants de l'impact du piratage sur notre économie culturelle. Le dossier principal de ce *Papier* n'est donc qu'une première approche de cette thématique. Un numéro ultérieur poursuivra l'analyse.

La SSA a participé au processus de l'AGUR12, le groupe de travail sur le droit d'auteur constitué par le Conseil fédéral et souscrit à ses recommandations. Elle reste mobilisée pour que le pouvoir politique agisse, non pas tant pour criminaliser les consommateurs mais pour trouver des solutions réalistes et acceptables.

Denis Rabaglia,  
président du Conseil d'administration

# Schwarzmarkt der Kultur

Das Problem der Piraterie – oder seine halbwegs beschönigende Umschreibung «illegales Angebot» – hinterfragt und spaltet die Kulturindustrie, von der wir, die Urheberinnen und Urheber, abhängen, um unsere Werke zu verwerten.

Das scheint uns nicht allzusehr zu berühren, sind es doch a priori nicht «unsere Filme», die Opfer der Piraterie werden, sondern jene der amerikanischen Majors. Und dennoch betrifft das Phänomen eindeutig auch unsere Werke.

Denn gleichzeitig ist uns die Piraterie insofern vertraut, als das schweizerische Gesetz das Herunterladen sämtlicher Quellen erlaubt, selbst der illegalen, und die Konsumenten auf ihre persönliche Verantwortung verweist.

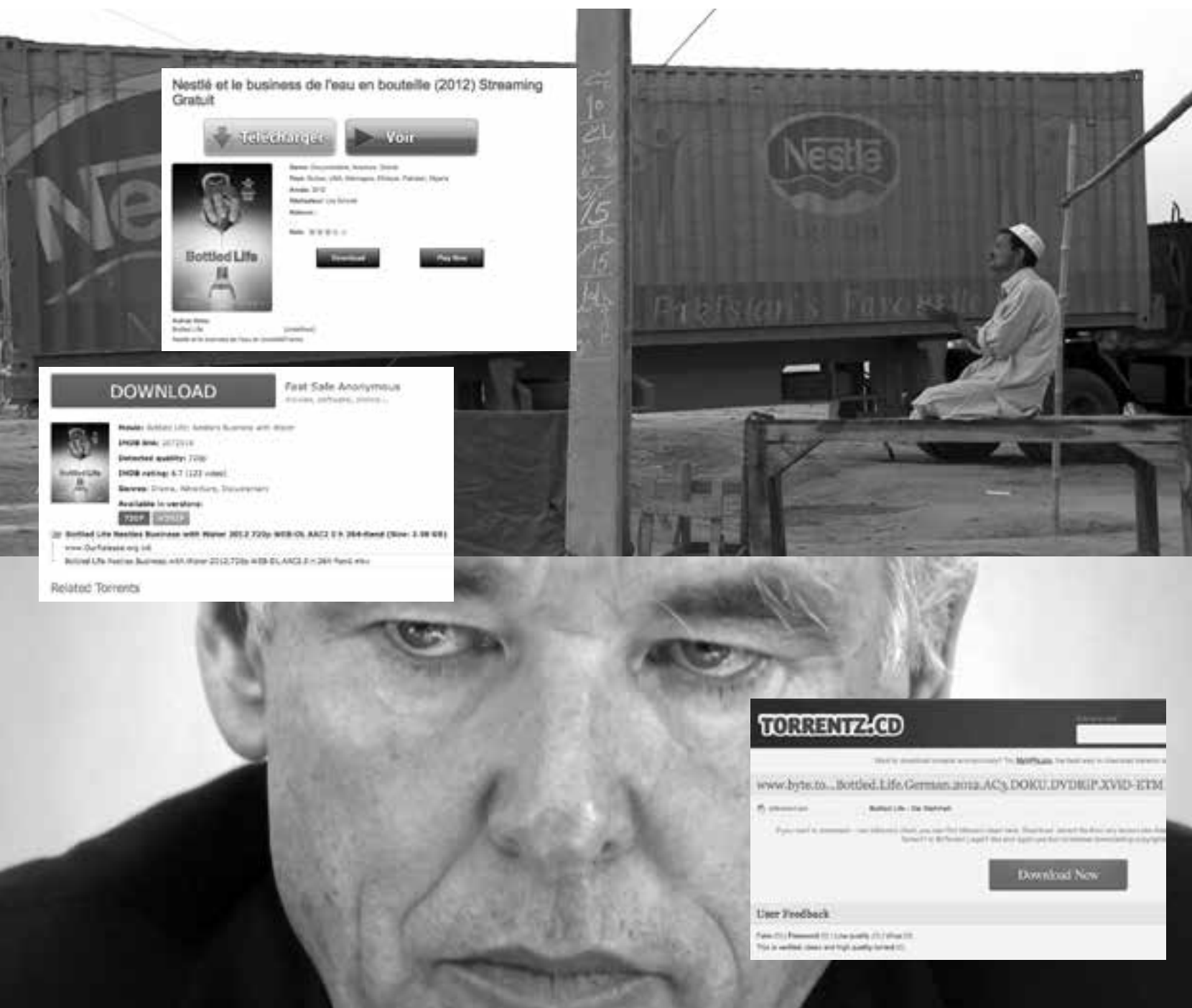
Deshalb greift das Hauptthema dieser Ausgabe von *Papier* über das ausschliesslich politische Terrain hinaus, um die Realität dieses Untergrund-Territoriums zu erfassen: Wovon spricht man? Wie ist die Piraterie organisiert? Was wurde unternommen, um sie zu bekämpfen? Was ist in der Schweiz vorgesehen? Die folgenden Seiten laden Sie zu einer Reise in diesen «Schwarzmarkt der Kultur» ein, die so gut wie möglich mit Ziffern untermauert wurde.

In Wirklichkeit beginnen wir erst, die genaueren Umstände der Auswirkungen der Piraterie auf unsere Kulturwirtschaft zu ergründen.

Diese Umschau bringt Widersprüche und Mehrdeutigkeiten zum Vorschein. Und dies auch im Lager der Urheber. Der Kampf gleicht jenem von David gegen Goliath. In Wirklichkeit beginnen wir erst, die genaueren Umstände der Auswirkungen der Piraterie auf unsere Kulturwirtschaft zu ergründen. Das Hauptdossier dieser Ausgabe ist folglich nur ein erster Beitrag zu diesem komplexen Thema. In einer späteren Nummer setzen wir die Analyse fort.

Die SSA wirkte bei der AGUR12 mit, der vom Bundesrat einberufenen Arbeitsgruppe über das Urheberrecht, und stimmt deren Empfehlungen bei. Sie bleibt am Ball, damit die Politik handelt, nicht in erster Linie, um die Konsumenten zu kriminalisieren, sondern um realistische und akzeptable Lösungen zu finden.

Denis Rabaglia,  
Präsident des Verwaltungsrats



© DOKLAB GMBH / FRENETIC FILMS - MONTAGE-IMAGE-INVENTAIRE.CH

Bottled Life, produit et filmé par Urs Schnell : des centaines de milliers de visionnements non rémunérés.

## Un piratage aux mille visages

Désormais étendu à tous les objets culturels y compris aux œuvres suisses, le piratage en ligne atteint aussi tous les milieux et toutes les générations. Le phénomène commence malgré tout à vivre ses premiers reflux.

C'est l'histoire d'un beau docu bien fichu tourné par un journaliste romand et un réalisateur tessinois. En mai 2012, la RTS, puis la SRF et Arte diffusent *Comment la mafia truque le foot* de Patrick Oberli et Fulvio Bernasconi. A peine le film est-il diffusé sur la dernière chaîne qu'il surgit sur YouTube. Quelques jours plus tard, une demi-douzaine de sites Internet pirates l'affichent dans leurs catalogues et bientôt la carrière illégale du documentaire s'enrichit d'une diffusion sur une TV privée au Sénégal, puis d'une diffusion radio sous sa seule forme sonore. On trouvera même, parmi les flibustiers, une église. «J'ai aussi repéré le film sur un site français dont l'animateur se présentait comme l'auteur du documentaire», se souvient Patrick Oberli, alors «soufflé par la manière dont les choses se sont passées».

### Des copies par milliards

La plupart du temps, on incarne le phénomène du piratage avec une poignée de chiffres records. On lit ici que la dernière saison de *Games of Thrones* a été téléchargée 6 millions de fois. On entend là que le deuxième volet du *Hobbit* de Peter Jackson a atteint 8 millions et demi de visionnements pirates. On se souvient qu'en 2008, *Bienvenue chez les Cht'is* avait été téléchargé 875 000 fois quatre mois après sa sortie en salles. En musique ou dans les jeux vidéo, la situation est la même avec Lady Gaga, Rihanna, Crisis ou Super Mario qui trustent autant les charts légaux qu'illégaux. Quant aux livres piratés, on parle surtout des best-sellers et, parmi eux, des BD populaires et parmi elles, des mangas à succès.

Il suffit cependant de taper n'importe quel titre moins visible pour constater que le piratage ne se limite de loin pas aux blockbusters. Associer dans un moteur de recherche «streaming» avec *L'enfant d'en haut* d'Ursula Meier ou *L'expérience Blocher* de Jean-Stéphane Bron amène immédiatement à un choix de sites qui offrent de visionner gratuitement ces films. Idem pour la musique si l'on associe «torrent» avec Sophie Hunger, Heidi Happy, Stress, Aloan ou Bastian Baker. Le résultat des recherches affichera très vite une série de plates-formes *peer-to-peer* qui proposent tout ou partie de leurs albums en téléchargement rapide et gratuit.

Né il y a maintenant quinze ans avec l'apparition de Napster, le monde du piratage sur Internet se divise aujourd'hui en deux familles distinctes. Dans la première règne l'échange de fichiers entre particuliers, le *peer-to-peer* ou P2P. Gratuit et officiellement non-marchand, ce partage de musique, de films ou de jeux vidéo rassemble des internautes situés dans le monde entier, qui mettent leurs ordinateurs en connexion les uns avec les autres et dupliquent à volonté des objets culturels entre eux. Dans la deuxième catégorie de pirates, le principe est radicalement différent. Dès le milieu des années 2000, grâce à la progression de l'Internet haut débit, des sites Internet offrent un accès facile à des œuvres culturelles en totale violation du

droit d'auteur. L'esprit est cette fois clairement marchand. Certains financent leur gratuité par de la publicité, d'autres proposent un accès «premium» à leur catalogue via un abonnement bon marché. L'année 2008 voit l'essor du téléchargement direct (*direct-download* ou DDL), qui permet d'installer rapidement un film sur son ordinateur. Le début de la décennie 2010 voit l'envol du *streaming*, qui permet d'écouter ou de visionner une œuvre sans même l'importer dans son disque dur.

Selon le très sérieux institut GfK, 1,15 milliard de fichiers, tous types d'œuvres confondus, sont piratés chaque année en France, soit près de 100 millions par mois, ou plus de 3 millions par jour. Selon un Observatoire français du livre et de l'écrit, en 2012 déjà, 11 000 à 14 000 livres écrits en français étaient disponibles illégalement. On peut croiser ces chiffres avec le fait qu'en Espagne, depuis 2011, l'autorité chargée du piratage a été saisie de plaintes contre une centaine de sites, et qu'en France encore, l'Hadopi, l'institut chargé de la lutte contre le piratage culturel, a envoyé de 2010 à 2013 plus de 2 millions d'e-mails d'avertissement à des particuliers. Enfin, si l'on puise à des sources Internet spécialisées, on peut avancer qu'en 2014, un des plus gros sites de streaming pirate compte 4 millions de visiteurs uniques, tandis qu'une plate-forme *peer-to-peer* parmi les plus populaires de la planète rassemble 150 millions d'utilisateurs mensuels.

Il suffit de taper n'importe quel titre moins visible pour constater que le piratage ne se limite de loin pas aux blockbusters.

En Suisse, le trafic d'œuvres piratées, helvétiques ou non, est rarement mesuré par une instance ad hoc. En 2011, l'institut gfs Zürich a évalué qu'en Suisse près de 38% des fichiers musicaux étaient téléchargés sans paiement. Le même sondeur a cependant admis que ce chiffre, qui repose sur la seule déclaration des consommateurs, cachait une réalité bien plus importante. Le service de la Police fédérale spécialisé dans la criminalité sur Internet, le SCOCI, pourrait être plus précis, mais il concentre ses efforts sur la cybercriminalité dure, comme la pédopornographie. Chaque ayant droit est donc renvoyé à lui-même. Les cinéastes et producteurs de films suisses se savent touchés par le phénomène, mais faute de moyens – faute aussi de se sentir massivement piratés –, ils n'y portent pas une attention soutenue. Producteur de *L'enfance volée* de Markus Imboden ou du *Train de nuit pour Lisbonne* de Bille August, Peter Reichenbach sait que ses films sont disponibles illégalement sur Internet, mais ne s'est pas livré à un suivi du nombre de visionnements.



Quelques volumes d'audiences pirates relevées de façon artisanale permettent malgré tout de se faire une idée du problème en Suisse. Producteur et réalisateur de *Bottled Life*, Urs Schnell a vu la réapparition permanente de son documentaire sur YouTube (*lire en page 8*). Sur le seul site américain, le cinéaste a dénombré 20 copies successives, qui totalisaient entre 2000 et 40 000 vues – ce qui donne, à la louche et sans compter d'autres sites, environ 400 000 vues pirates. Producteur d'*Opération Casablanca* de Laurent Nègre, Dan Wechsler a vu en 2011 cette fiction apparaître sur la Toile avant même sa sortie en salles; d'un site pirate à l'autre, il a dénombré plus de 40 000 visionnements, alors que le film n'a cumulé que 6000 entrées. Enfin, pour *Comment la mafia truque le foot*, Patrick Oberli a additionné les vues des principaux sites sur lesquels le film était proposé. Il en est arrivé à environ 115 000 visionnements pirates.

### Piratage à tous les âges

Disparates et récoltés par des observateurs divers selon des protocoles différents, les chiffres du piratage ne sont pas simples à utiliser. Les données dont on dispose sur son impact, elles aussi difficiles à récolter, sont encore plus délicates à manipuler. Au moment de se voir refuser la sortie d'*Opération Casablanca* en France, Dan Wechsler s'est entendu reprocher que le film soit déjà sorti sur le réseau, et suite à sa diffusion sur la Toile, le film d'Urs Schnell n'a pas été programmé par plusieurs exploitants allemands. Mais bien que le préjudice soit indiscutable, le manque à gagner pour ces deux productions est difficile à calculer avec certitude. En 2012, l'association des Acteurs de la scène musicale suisse avait tout de même chiffré la baisse des revenus de son secteur à 60%. On sait aussi que le marché du DVD a globalement chuté de plus de 50% ces dix dernières années, et que cette baisse est en partie due à la diffusion pirate de films en ligne.

Pas besoin d'aller loin pour trouver un cinéaste ou un scénariste, qui tout en espérant qu'on protège ses propres droits, a voulu visionner *True Detective* avant qu'il ne débarque en Europe.

Si l'on se penche maintenant sur le profil des amateurs d'objets pirates, les études se montrent plus précises. Sans surprise, ils sont majoritairement jeunes. En s'inspirant

d'une étude hollandaise, le rapport du groupe AGUR12, auquel a participé la SSA, estime qu'en Suisse deux tiers des 15-24 ans utilisent le *peer-to-peer*. En France, le rapport Les-cure, publié au printemps 2013, affirme étude à l'appui que 34% des Français de cette tranche d'âge déclarent consommer des biens culturels en ligne de manière illicite. Les mêmes études montrent cependant qu'environ un quart de tous les internautes français consomment des œuvres piratées, et qu'en Suisse, une personne de 50-64 ans sur trois utilise le P2P (et même une personne de plus de 65 ans sur six). Dans d'autres pays comme l'Espagne, l'Inde, la Russie ou la Chine, la proportion de la consommation pirate grimpeait en 2009 à 44, 48, 64 et 78% des internautes.

Il suffit par ailleurs de demander autour de soi pour constater que la consommation d'objets piratés touche les personnes les plus diverses. En reportage à Bruxelles, Patrick Oberli a été abordé par des eurodéputés qui avaient visionné son film sur Internet. Peter Reichenbach raconte que certains de ses amis ont regardés *L'enfance volée* en copie pirate. Quant aux créateurs eux-mêmes, ils ne sont pas en reste. Pas besoin d'aller loin pour trouver un cinéaste ou un scénariste, qui tout en espérant qu'on protège ses propres droits, a voulu visionner *True Detective* avant qu'il ne débarque en Europe, ou tel autre film encore inaccessible mais dont il sait que les nouvelles formes narratives pouvaient nourrir son travail.

L'ambivalence de certains créateurs face au piratage trouve en partie son fondement dans l'économie actuelle du cinéma: les salles étant de plus en plus difficiles d'accès pour les films d'auteur, la distribution en ligne de films trop vite exclus du circuit ou tirés à un trop petit nombre de DVD répond au problème d'un marché qui rend les petits de moins en moins visibles. Cette situation pousse parfois des auteurs-producteurs à mettre eux-mêmes leurs propres films sur des plates-formes d'échange, en un recours ultime pour donner plus de visibilité à leur travail.

Mais alors comment, dans ces conditions, se battre contre le piratage? Au milieu des années 2000, alors que le *peer-to-peer* battait son plein et qu'apparaissaient le téléchargement direct et le streaming, lutter contre la contrefaçon 2.0 paraissait insurmontable. Aujourd'hui, la donne a changé. Le camp de la légalité paraît mieux placé. Les mesures pénales contre des fondateurs de sites ou des fournisseurs de copies pirates se multiplient. De plus en plus de pays se dotent de lois et d'autorités contre le piratage et des blocages de sites sont prononcés par décision judiciaire (*lire article en pages 7 et 9*). Enfin, de nouvelles armes se construisent, notamment une stratégie prometteuse qui vise le monde du piratage au cœur de son business.

## Surveiller et bloquer

Fondés sur un modèle commercial lié à la publicité, nombre de sites illégaux tirent leurs revenus des systèmes d'annonces automatisées sur Internet, qui leur permettent d'afficher les mêmes publicités que tout autre site légal. Les pirates ont aussi recours aux organismes de crédit ou de virement en ligne pour percevoir le montant de leurs abonnements ou des dons qu'ils demandent aux internautes. Bien plus organisée qu'il n'y paraît, cette économie régit avant tout les sites de streaming et de téléchargement, mais la publicité commence également à se répandre sur les sites de partage P2P. Emergente, la nouvelle stratégie de lutte consiste à impliquer les régies publicitaires et les organismes de paiement, afin qu'ils bloquent d'eux-mêmes l'accès de leurs produits aux sites qui offrent des contenus sans respecter le droit d'auteur. Baptisée «Follow the money», cette voie autorégulatrice évite les lenteurs judiciaires et vient compléter un arsenal qui complique toujours davantage la vie des pirates.

Tout le monde semble cependant d'accord pour dire que le développement de l'offre légale constitue la meilleure arme contre le piratage. Le développement de grandes plateformes de musique et de films en ligne satisfait a priori le besoin d'accessibilité à tout et en tout temps que demande aujourd'hui le consommateur d'œuvres culturelles. Le streaming légal affiche d'ailleurs des chiffres en constante progression, avec 40 millions d'utilisateurs revendiqués pour Spotify et 48 millions pour Netflix.

Mais aussi encourageants soient ces succès, force est de constater que leur volume est encore bien loin d'égaliser celui de la consommation pirate. Le développement souhaité du commerce culturel légal pose par ailleurs de sérieuses questions sur le revenu des auteurs. Les abonnements des plateformes de musique ou de films en ligne ne dépassent pas 10 euros par mois. Sur Izneo, une plateforme de bande dessinée, il est possible de louer une BD pendant dix jours pour 1,99 euros. Si ce modèle *hyper low cost* se généralise, peut-être permettra-t-il de réduire le piratage à une portion congrue, mais il est encore loin d'être certain que les auteurs en sortiront gagnants.

Pierre-Louis Chantre

**Parmi les recommandations du groupe AGUR12 au Conseil fédéral, une proposition envisage le blocage des sites pirates basés à l'étranger. Examen d'une arme déjà utilisée en Europe.**

C'était en décembre 2013. Après un an de travail, le groupe d'études sur le droit d'auteur AGUR12, institué par le Conseil fédéral et auquel participait la SSA, publiait des recommandations sur les moyens de combattre l'offre illégale d'œuvres culturelles en Suisse. Informer les consommateurs de produits piratés, accéder à l'identité des pirates helvétiques tout en la protégeant, exonérer les fournisseurs d'accès Internet (FAI) de toute responsabilité en échange de leur collaboration: les propositions d'AGUR12 obéissent à la tradition libérale suisse. On ne criminalise pas le téléchargement de fichiers pirates, on évite de mettre Swisscom, Sunrise et Orange sur le banc des accusés, on place tous les espoirs sur la mutation de la culture numérique vers des offres légales.

Considéré comme un instrument de lutte majeur, le *siteblocking* se pratique depuis longtemps dans plusieurs pays.

Les conseils d'AGUR12 accompagnent cependant cette politique d'une touche de répression, et non des moindres. La mise à disposition d'œuvres protégées par le droit d'auteur est déjà interdite en Suisse. En se fondant sur cette base, les ayants droit pourraient non seulement avoir plus de moyens pour identifier les personnes qui proposent illégalement des œuvres en ligne, mais ils pourraient aussi, en dernier recours, requérir le blocage de sites pirates. En clair, si une plateforme propose massivement des fichiers non autorisés, les trois FAI du pays pourraient se voir demander de la rendre inatteignable par tout internaute helvétique.

Considéré comme un instrument de lutte majeur, le *siteblocking* se pratique depuis longtemps dans plusieurs pays. Le Danemark lance les hostilités en 2006 déjà, en ordonnant à un premier FAI de bloquer l'accès à un site musical pirate russe. La même Cour ordonne en 2008 d'empêcher l'accès à TPB, le plus célèbre et le plus couru des sites de P2P. Suivent bientôt, pour le même site, l'Italie, la Belgique, la Hollande, la Finlande, le Royaume-Uni. En Espagne et en Italie, respectivement depuis 2011 et 2013, des autorités publiques ont le pouvoir de faire rapidement procéder au blocage de sites si

suite en p.9

## «On ne maîtrise plus rien»

**Confrontés au piratage de leurs œuvres à l'étranger, les producteurs et réalisateurs suisses ne savent pas vers quelle autorité se tourner.**

«Quand votre son film apparaît sur YouTube, c'est assez facile. Vous leur demandez de le retirer, et parfois, au bout de quelques heures, c'est réglé. Mais dès que le film arrive sur d'autres sites, vous ne savez plus quoi faire.» La mésaventure d'Urs Schnell avec *Bottled Life* (*lire en page 6*) illustre bien la situation dans laquelle tombe tout producteur ou réalisateur suisse d'un film piraté sur la Toile. Contrairement à d'autres pays européens, où l'arsenal juridique est parfois très étoffé, la Suisse laisse ses ressortissants passablement seuls.

«Pour l'instant, du point de vue juridique, nous sommes coincés.»

*Roger Chevallaz, SAFE*

Lorsqu'en septembre 2012, au lendemain d'une diffusion sur Arte, Urs Schnell retrouve son film sur YouTube, il contacte immédiatement la chaîne franco-allemande, qui se charge de régler le problème. Lorsque le film réapparaît quelque temps plus tard sur la plate-forme vidéo, le réalisateur doit cette fois s'occuper lui-même de contacter le site. La procédure demande un peu d'apprentissage, elle requiert aussi un peu de discipline: pour veiller à l'absence de son film sur YouTube, le réalisateur bernois épiait sa présence toutes les semaines.

Mais dès qu'une œuvre helvétique s'échappe de ce premier cercle pirate, les moyens d'empêcher une diffusion illégale font aujourd'hui défaut. Avec *Opération Casablanca*, Dan Wechsler a aussi été confronté à la diffusion du film de Laurent Nègre sur YouTube, mais la grande majorité des visionnements pirates se produisaient depuis des sites basés à l'étranger, notamment au Maroc. «J'ai essayé de remonter à la source, mais personne ne répondait à ces adresses», dit le producteur. L'étape suivante consisterait donc à enclencher une machine judiciaire, mais dans un tel cas, en Suisse, «on ne sait absolument pas quoi faire», poursuit Dan Wechsler. «Il n'y a aucun organisme auprès de qui porter plainte.» Ni Patrick Oberli, ni Fulvio Bernasconi, ni Urs Schnell n'ont d'ailleurs songé à contacter un avocat, tant ils se sentent démunis.

En Espagne, en Italie ou en France, des instances publiques recueillent les plaintes des ayants droit. En Suisse, il y a bien l'Association suisse pour la lutte contre la piraterie (Safe), dont la SSA fait partie. Mais ce groupement ne fonctionne que comme «facilitateur»: «Nous ne pouvons pas représenter les ayants droit», dit Roger Chevallaz, avocat et membre du comité de l'association, «mais nous pouvons donner un coup de main.» Concrètement, SAFE peut mener des enquêtes en vue d'un procès. Elle peut aussi adresser une notice de retrait à un site fautif, ou lever des fonds en vue d'une procédure juridique. Il faut cependant s'armer de courage: un procès peut coûter jusqu'à 200 000 francs et, en l'état actuel du droit, rien ne dit qu'un ayant droit puisse le gagner, même contre un utilisateur de P2P basé en Suisse. Roger Chevallaz le regrette, mais «pour l'instant, du point de vue juridique, nous sommes coincés».

Il manque donc en Suisse une instance qui jouerait le même rôle qu'en Italie l'Autorità per le garanzie nelle comunicazioni (AGCOM), chargée de conduire rapidement des instructions et, le cas échéant, de prononcer des injonctions. Dans la foulée des propositions de l'AGUR12, le Conseil fédéral étudie ce modèle: «Le plus probable, c'est que l'on charge une autorité spécifique», dit Roland Grossenbacher, président du groupe de travail et directeur de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IPI). «La fonction de cette instance serait celle d'une étape qui offre des garanties tant aux ayants droit qu'aux personnes et aux sites incriminés.» Le principal «but stratégique» du Gouvernement suisse, comme dans les autres pays, reste cependant «de promouvoir l'offre légale».

PLCh



Comment la mafia truque le foot, de Patrick Oberli et Fulvio Bernasconi, a été visionné plus de 115 000 fois via des canaux pirates



nécessaire. En France enfin, en novembre 2013, le Tribunal de grande instance de Paris a ordonné le blocage de plusieurs sites appartenant à une même galaxie de flibustiers. En première mondiale, la Cour française a aussi ordonné leur déréférencement sur les moteurs de recherche.

Depuis ses premières applications, le blocage de sites a provoqué beaucoup de débats. Les opposants mettent en avant son caractère liberticide, contraire à la nature du réseau. Les promoteurs défendent cette arme en la comparant au blocage de sites pédophiles, que personne ne conteste. L'argument qui porte le plus en sa défaveur concerne cependant ses problèmes d'efficacité. Attachée à un nom de domaine précis, toute mesure de blocage peut très rapidement se voir contournée. Les pirates créent un site miroir, soit un duplicata accessible via un autre nom de domaine. Et dès le moment où le blocage se limite à un territoire donné, les plus technophiles peuvent aussi accéder au nom de domaine bloqué chez eux par des voies d'accès souterraines.

Alors, le blocage des sites en Suisse, une recommandation mort-née? Pas tout à fait. La récente expérience française tendrait à inverser le point de vue. A l'origine de la mesure d'interdiction judiciaire parisienne, l'Association pour la lutte contre la piraterie audiovisuelle (ALPA) annonce six mois plus tard un succès total: «Le prononcé judiciaire a eu un effet immédiat. Les sites visés n'ont maintenant plus d'audience en France», dit Frédéric Delacroix. Le secrétaire général de l'ALPA parle même de «mort numérique». Au sein de l'arsenal répressif anti-piratage, l'alliance du blocage et du déréférencement d'un site serait donc une arme redoutablement efficace.

Secrétaire général de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet en France (Hadopi), Eric Walter se garde de triompher. Il relève d'abord les coûts très élevés que demandent en amont les blocages et autres déréférencements: «C'est un puits sans fond.» Le fait est que l'ALPA a mis trois ans à récolter les données nécessaires pour porter efficacement plainte contre une poignée de sites illégaux. La mesure a effectivement porté, elle a aussi poussé d'autres sites pirates à fermer de leur propre initiative, mais le problème est encore loin d'être contenu. «La question de l'efficacité est clairement posée», dit encore Eric Walter. «L'idée générale de la répression, c'est de complexifier le travail des pirates, mais nous ne cherchons pas simplement des succès. Nous voulons que

l'économie de la création se porte mieux, et qu'elle renoue avec la croissance.»

Dans une prise de position communiquée début juin, le Conseil fédéral se montre très positif sur les recommandations de l'AGUR<sup>12</sup>. Le gouvernement suit en particulier l'idée d'envoyer des messages d'avertissement aux internautes qui mettent à disposition des fichiers illégaux. La question du blocage est un peu laissée dans le vague, mais sans doute sera-t-elle traitée par un groupe de travail déjà chargé d'examiner «la responsabilité civile des fournisseurs Internet sous un angle général». Directeur de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IPI), Roland Grossenbacher précise que «le Conseil fédéral entend bien poursuivre la proposition du blocage des sites. Il faut seulement voir comment réviser la loi.»

Seul bémol peut-être à la bonne marche de ce processus, le délai. Le DFJP doit élaborer un projet pour une consultation fin 2015. «Cela veut dire qu'il sera discuté au Parlement fédéral pendant l'année 2016 et, comme il va certainement provoquer beaucoup de discussions, il y aura plusieurs allers retours entre les Chambres. On risque de ne pas avoir de loi avant 2018»: membre du comité de l'Association suisse pour la lutte contre la piraterie (SAFE), Roger Chevallaz trouve qu'au rythme qu'impose Internet, «c'est trop long». Il faudrait donc tenter, en parallèle, une procédure de blocage en se basant sur le droit actuel: «A notre avis, ce n'est guère possible», dit encore le représentant de SAFE, «mais certains juristes sont d'avis contraire. La seule chose à faire pour le savoir, c'est d'essayer.»

PLCh



© BORD CADRE FILMS - BILD MONTAGE: INVENTAIRE.CH

Opération Casablanca von Laurent Nègre: zuerst auf Youtube und nun auf immer mehr illegalen Websites.

# Internetpiraten haben tausend Gesichter

Die Internetpiraterie existiert mittlerweile bei allen kulturellen Werken, auch in der Schweiz, und sie macht vor keiner Altersgruppe und vor keinem Gesellschaftskreis halt. Das Phänomen erfährt jedoch erste Gegenreaktionen.

Da ist beispielsweise der gelungene Dokumentarfilm eines Westschweizer Journalisten und eines Tessiner Regisseurs. *Getürkte Spiele* von Patrick Oberli und Fulvio Bernasconi wird im Mai 2012 von RTS, später von SRF und Arte ausgestrahlt. Kaum ist der Film auf dem letztgenannten Sender gezeigt worden, erscheint er bereits auf YouTube. Einige Tage später führen ihn schon ein halbes Dutzend illegale Websites in ihrem Katalog, zudem erweitert sich die gesetzeswidrige Karriere des Dokumentarfilms bald um eine Ausstrahlung auf einem privaten TV-Sender in Senegal, dann auch um eine Verbreitung als reine Tonfassung übers Radio. Unter den Freibeutern ist sogar eine Kirche zu finden. «Ich habe den Film auch auf einer französischen Website entdeckt, deren Betreiber sich als der Urheber ausgab», erinnert sich Patrick Oberli, der «erschüttert» war «über die Art und Weise, wie alles ablief».

## Milliarden von Kopien

Meist wird das Phänomen der Internetpiraterie anhand einiger schockierender Zahlen veranschaulicht. So heisst es, die letzte Saison von *Games of Thrones* sei 6 Millionen Mal heruntergeladen worden. Man erfährt, die zweite Staffel des *Hobbit* von Peter Jackson sei 8,5 Millionen Mal illegal konsumiert worden. Man erinnert sich, dass *Willkommen bei den Sch'tis* 2008 bereits vier Monate nach dem Kinostart 875 000 Mal heruntergeladen wurde. Dasselbe passiert bei Musikstücken oder Videospiele, etwa von Lady Gaga, Rihanna, Crysis oder Super Mario, die sowohl die legalen wie die illegalen Charts stürmen. In Bezug auf Raubkopien bei Büchern stehen vor allem die Bestseller im Fokus, extrem beliebt sind Comics, insbesondere erfolgreiche Mangas. Doch die Piraterie beschränkt sich nicht auf Blockbuster.

Kombiniert man in einer Suchmaschine «streaming» mit *Winterdieb* von Ursula Meier oder mit *L'Expérience Blocher* von Jean-Stéphane Bron, gelangt man sofort zu einer Reihe von Websites, die diese Filme gratis anbieten. Dasselbe gilt für Musik, wenn man «torrent» zusammen mit Sophie Hunger, Heidi Happy, Stress, Aloa oder Bastian Baker eintippt. Die Suchergebnisse führen zu einer Reihe von *Peer-to-Peer*-Plattformen, auf denen ihre Alben ganz oder auszugsweise zum raschen, kostenfreien Download angeboten werden.

Die Internetpiraterie, die vor 15 Jahren mit der Musiktauschbörse Napster entstand, lässt sich heute in zwei Kategorien einteilen. In der ersten werden Dateien zwischen Privatpersonen ausgetauscht, d.h. *Peer-to-Peer* oder P2P. Dieser kostenlose und offiziell nicht kommerzielle Austausch von Musik, Filmen oder Videospiele bringt Internetnutzer aus der ganzen Welt zusammen, die sich bzw. ihre Computer vernetzen und nach Belieben kulturelle Objekte füreinander kopieren. In der zweiten Piratenkategorie herrscht ein ganz anderer Grundsatz. Ab Mitte der 2000er Jahre bieten diverse

Websites dank dem Aufkommen von Breitbandinternet einen leichten Zugang zu künstlerischen Werken an und treten dabei das Urheberrecht mit Füssen. In diesem Fall geht es eindeutig um kommerzielle Interessen. Einige finanzieren den Gratiszugang mit Werbung, andere bieten über ein günstiges Abonnement einen «Premium»-Zugriff auf ihren Katalog an. 2008 wird das direkte Downloaden (DDL) möglich, dank dem ein Film sehr schnell heruntergeladen werden kann. Ab 2010 setzt sich das *Streaming* durch, so dass man nun ein Werk hören oder ansehen kann, ohne es vorher auf die Festplatte zu laden.

Gemäss dem vertrauenswürdigen Institut GfK werden in Frankreich jährlich 1,15 Milliarden Dateien aller Werktypen illegal genutzt, das sind knapp 100 Millionen pro Monat oder über 3 Millionen pro Tag. Laut einem französischen Beobachterinstitut für Bücher und Schriftwerke waren 11 000 bis 14 000 Bücher in französischer Sprache bereits 2012 illegal zugänglich. Diese Zahlen können durch die Tatsache ergänzt werden, dass bei der spanischen Behörde für Internetpiraterie seit 2011 gegen rund hundert Websites Klage eingereicht wurde, während in Frankreich die Hadopi (Hohe Behörde für die Verbreitung von Werken und den Schutz von Rechten im Internet) von 2010 bis 2013 über 2 Millionen E-Mails mit Verwarnungen an Privatpersonen verschickte. Schenkt man zudem entsprechenden Internetquellen Glauben, ist anzunehmen, dass 2014 eine der grössten Websites für illegales Streaming 4 Millionen einmalige Besucher verzeichnet. Parallel dazu weist eine der weltweit beliebtesten *Peer-to-Peer*-Plattformen monatlich 150 Millionen Nutzer auf.

## Doch die Piraterie beschränkt sich nicht auf Blockbuster.

In der Schweiz wird das Volumen der illegal genutzten Werke, unabhängig von der Herkunft des Urhebers, selten von einer Fachinstanz gemessen. 2011 schätzte das Institut gfs-zürich, dass rund 38% der Musikdateien in der Schweiz kostenlos heruntergeladen werden. Das Meinungsforschungsunternehmen räumte allerdings ein, diese Zahl beruhe auf der Selbstdeklaration der Nutzer, die Realität sei zweifellos viel dramatischer. Die auf Internetkriminalität spezialisierte Abteilung der Bundespolizei, die KOBik, könnte präzisere Zahlen liefern, doch sie befasst sich hauptsächlich mit der harten Cyberkriminalität wie der Kinderpornografie. So steht jeder Rechteinhaber alleine da. Die Schweizer Filmemacher und Produzenten wissen, dass sie zu den Opfern gehören, doch weil ihnen die Mittel fehlen – und sie sich auch nicht stark getäuscht fühlen –, sind sie relativ gleichgültig.

Peter Reichenbach, der Produzent von *Der Verdingbub* von Markus Imboden oder von *Nachtzug nach Lissabon* von Bille August, weiss, dass seine Filme illegal auf dem Internet zur Verfügung stehen, doch er hat das Ausmass der Downloads nicht genau ermittelt.

Approximativ erfasste Zahlen illegaler Nutzungen machen es dennoch möglich, das Problem in der Schweiz einiger-massen abzuschätzen. Urs Schnell, der Produzent und Regisseur von *Bottled Life*, sah seinen Dokumentarfilm immer wieder auf YouTube auftauchen (vgl. Seite 14). Allein auf der amerikanischen Website zählte der Filmemacher nacheinander 20 Kopien, die insgesamt zwischen 2000 und 40 000 Mal angesehen wurden – was über den Daumen gepeilt und ungeachtet anderer Websites rund 400 000 illegale Nutzungen ergibt. 2011 musste Dan Wechsler, der Produzent von *Operation Casablanca* von Laurent Nègre, miterleben, wie dieser Spielfilm noch vor dem Kinostart im Internet erschien; auf den verschiedenen Piraten-Websites errechnete er über 40 000 Nutzungen, obwohl der Film insgesamt nur 6000 Kinobesuche verbuchen konnte. Und schliesslich zählte Patrick Oberli für *Getürkte Spiele* die Downloads auf den wichtigsten Websites zusammen, auf denen der Film angeboten wurde. Er kam auf ca. 115 000 illegale Downloads.

### Piraten aller Altersgruppen

Die Daten zur Internetpiraterie sind heterogen und werden von verschiedenen Beobachtern gemäss unterschiedlichen Protokollen gesammelt, daher sind sie nicht einfach auszuwerten. Die Zahlen betreffend die Konsequenzen, die ebenfalls schwer zusammenzutragen sind, müssen mit noch mehr Vorsicht betrachtet werden. Die Absage an Dan Wechsler, seinen Film *Operation Casablanca* in Frankreich in den Kinos zu zeigen, wurde damit begründet, dieser stehe bereits online zur Verfügung. Nach dem Auftauchen des Werks im Internet weigerten sich auch einige deutsche Kinobetreiber, Schnells Film ins Programm aufzunehmen. Auch wenn man den Schaden nicht von der Hand weisen kann, ist es doch schwierig, den Erwerbsausfall für diese beiden Produktionen genau zu beziffern. 2012 hatte der Verein Musikschaffende Schweiz die Einnahmehinbrüche in seinem Bereich auf 60% geschätzt. Es ist auch bekannt, dass der DVD-Markt in den letzten 10 Jahren insgesamt um über 50% eingebrochen ist und dass dieser Rückgang zum Teil auf die illegale Online-Verbreitung der Filme zurückzuführen ist.

Was das Profil der Nutzniesser der Internetpiraterie angeht, sind die Untersuchungen hingegen aufschlussreicher. Es sind hauptsächlich junge Leute. Die Arbeitsgruppe AGUR12, an der auch die SSA beteiligt war, liess sich für ihren Bericht von einer holländischen Studie inspirieren und schätzt, dass in der Schweiz zwei Drittel der 15- bis 24-jährigen *Peer-to-Peer*

nutzen. In Frankreich bestätigt der Bericht Lescure vom Frühjahr 2013, dass 34% der Franzosen dieser Altersgruppe angeben, Kulturgüter unrechtmässig online zu beziehen. Dieselben Studien zeigen zudem, dass rund ein Viertel aller französischen Internetnutzer Piratenwerke konsumieren und dass in der Schweiz jeder dritte 50- bis 64-jährige P2P nutzt (jeder sechste bei den über 65-jährigen). In anderen Ländern, etwa in Spanien, Indien, Russland oder China, kletterte der Anteil der illegalen Downloads im Jahr 2009 auf 44, 48, 64 und 78% der Internetnutzer.

Man braucht übrigens nur im eigenen Umfeld herumzuzufragen, um festzustellen, dass die unterschiedlichsten Personen illegal angebotene Werke nutzen. Als Patrick Oberli in Brüssel eine Reportage durchführte, sprachen ihn einige EU-Abgeordnete an, die seinen Film auf Internet gesehen hatten. Peter Reichenbach berichtet, einige seiner Freunde hätten *Der Verdingbub* als Raubkopie angeschaut. Sogar die Kunstschaffenden selbst lassen sich anstecken. Viele Filmemacher oder Drehbuchautoren erwarten einerseits, dass ihre eigenen Rechte geschützt werden, und schauen sich andererseits *True Detective* an, bevor die Serie in Europa ausgestrahlt wird. Dies gilt auch für noch unveröffentlichte Filme, deren neue Erzählformen ihre Arbeit inspirieren sollen.

Die Doppelmoral einiger Kunstschaffenden angesichts der Piraterie ist zum Teil in der gegenwärtigen Ausrichtung der Filmindustrie begründet: Da die Kinosäle für Autorenfilme immer unerreichbarer werden, löst die Online-Verbreitung von Filmen, die allzu schnell aus dem Programm fliegen oder nur in winziger DVD-Auflage erscheinen, das Problem eines Marktes, auf dem die kleinen Akteure immer weniger präsent sind. Diese Situation veranlasst manchmal produzierende Urheber, ihre eigenen Filme selbst auf Tauschplattformen zu stellen, um auf diese Weise ihr Werk zu promoten.

Wie kann man aber unter diesen Umständen die Internetpiraterie bekämpfen? Als *Peer-to-Peer* in den 2000er Jahren gang und gäbe war und direktes Downloaden und Streaming aufkamen, schien der Kampf gegen die Raubkopie 2.0 hoffnungslos. Heute ist einiges anders. Die Verfechter der Legalität haben nun einen solideren Stand. Immer öfter kommt es zu strafrechtlichen Massnahmen gegen Website-Betreiber oder Raubkopie-Lieferanten. Immer mehr Länder setzen neue Gesetze und Behörden gegen die Piraterie ein und lassen Websites kraft Gerichtsurteil sperren (vgl. S. 13 und 15). Und schliesslich entstehen neue Waffen, insbesondere eine vielversprechende Strategie, die auf das Herz der Piratenwirtschaft zielt.

## Überwachen und sperren

Zahlreiche illegale Websites sind nach einem kommerziellen, mit Werbung kombinierten Modell entstanden und werden durch automatisierte Anzeigensysteme auf dem Internet finanziert, so dass dieselben Werbeanzeigen verwendet werden können wie auf legalen Seiten. Die Piraten arbeiten auch mit Kreditinstituten oder Online-Überweisungssystemen, um die Abonnementsbeträge oder Spenden zu kassieren, die sie von den Internetnutzern erbitten. Dieser Markt ist viel besser organisiert, als man gemeinhin annimmt, und funktioniert vor allem auf Streaming- und Download-Websites, doch auch die Werbung dehnt sich langsam auf P2P-Tauschbörsen aus. Die noch junge Bekämpfungsstrategie besteht darin, Werbeagenturen und Zahlungsorganisationen einzubeziehen, damit diese in Eigenregie die Präsenz ihrer Produkte auf den urheberrechtsverletzenden Websites unterbinden. Diese «Follow the Money» genannte selbstregulierende Methode umgeht den bedächtigen Amtsschimmel und ergänzt ein Waffenarsenal, das den Piraten das Leben immer schwerer macht.

Man scheint sich jedoch einig zu sein, dass die Ausweitung des legalen Angebots die beste Waffe gegen Internetpiraterie ist. Die Entwicklung grosser Online-Musik- und -Filmplattformen deckt zunächst den Bedarf des modernen Nutzers von kulturellen Werken nach Zugriffsmöglichkeiten rund um die Uhr ab. Das legale Streaming verzeichnet zudem ständig steigende Zahlen, wobei Spotify 40 Millionen und Netflix 48 Millionen Nutzer zählt.

Doch so erfreulich diese Erfolge auch sein mögen, volumemässig hinken sie den illegalen Nutzungen immer noch deutlich hinterher. Die erwünschte Entwicklung des legalen Kulturmarkts wirft ausserdem wichtige Fragen bezüglich der Vergütung der Urheber auf. Die Abonnemente für Musik- oder Filmplattformen auf dem Netz kosten kaum mehr als 10 Euro pro Monat. Auf der Comics-Plattform Izneo kann man ein Werk für 1,99 Euro während 10 Tagen ausleihen. Wenn sich dieses *Hyper-low-cost*-Modell durchsetzt, kann damit vielleicht die Internetpiraterie auf ein Minimum reduziert werden, doch es besteht keine Garantie, dass dies den Urhebern zugutekommen wird.

Pierre-Louis Chantre

Die Arbeitsgruppe AGUR12 empfiehlt dem Bundesrat unter anderem, im Ausland basierte Websites mit illegalen Inhalten zu sperren. Prüfender Blick auf ein in Europa bereits eingesetztes Instrument.

Dezember 2013. Nach einem Jahr legte die AGUR12, die vom Bundesrat eingesetzte Arbeitsgruppe zum Urheberrecht, an der auch die SSA mitwirkte, ihre Empfehlungen dazu vor, wie das illegale Angebot kultureller Werke in der Schweiz bekämpft werden kann. Information der Nutzer von illegalen Inhalten, Ermittlung der Identität der einheimischen Piraten bei gleichzeitigem Schutz ihrer Privatsphäre, Haftungsbefreiung der Internet Service Provider (ISP) als Gegenleistung für ihre Mitarbeit: Die Vorschläge der AGUR12 bleiben der liberalen Tradition der Schweiz treu. Das Downloaden illegaler Inhalte wird nicht kriminalisiert, Swisscom, Sunrise und Orange werden nicht auf die Anklagebank gesetzt, und man hofft, dass sich die digitale Kultur hin zu legalen Angeboten entwickelt.

Das *Siteblocking* gilt als eines  
der effizientesten Instrumente  
im Kampf gegen Raubkopien  
und wird in mehreren Ländern  
seit langem eingesetzt.

Die Empfehlungen der AGUR12 ergänzen diese Politik allerdings durch eine – beträchtliche – Portion Repression. Das Zurverfügungstellen urheberrechtlich geschützter Werke ist in der Schweiz schon heute verboten. Auf dieser Grundlage hätten die Rechteinhaber nicht nur Zugang zu effizienteren Mitteln, um die Personen zu identifizieren, die illegal Werke auf dem Internet anbieten. Sie könnten zudem in letzter Instanz die Sperrung der Websites von Internetpiraten verlangen. Dies bedeutet im Klartext, dass die drei Schweizer ISP eine Plattform für jeden einheimischen Internetnutzer blockieren müssten, falls diese in grossem Ausmass unerlaubte Dateien anbietet.

Das *Siteblocking* gilt als eines der effizientesten Instrumente im Kampf gegen Raubkopien und wird in mehreren Ländern seit langem eingesetzt. Dänemark bedient sich dieser Waffe bereits seit 2006, als einem ersten ISP befohlen wurde, den Zugang zu einer russischen Piratenwebsite für Musik zu sperren. Derselbe Gerichtshof ordnete 2008 an, den Zugang zu TPB, der berühmtesten und beliebtesten P2P-Tauschbörse, zu unterbinden. Dieselbe Website wurde daraufhin auch von Italien,

Fortsetzung Seite 15



## «Wir haben nichts mehr im Griff»

Schweizer Produzenten und Regisseure wissen angesichts der unerlaubten Nutzung ihrer Werke im Ausland nicht mehr, welche Behörde für die Wahrung ihrer Rechte zuständig ist.

«Taucht Ihr Film plötzlich auf YouTube auf, bitten Sie einfach um Entfernung des Werks, und manchmal ist das Problem schon wenige Stunden später gelöst. Wenn aber der Film auf anderen Websites erscheint, ist guter Rat teuer.» Die bittere Erfahrung von Urs Schnell mit *Bottled Life* (vgl. Seite 12) zeigt deutlich, in welche Lage jeder Schweizer Produzent oder Regisseur geraten kann, dessen Film im Internet illegal verbreitet wird. Im Gegensatz zu anderen europäischen Ländern, wo zum Teil schweres juristisches Geschütz aufgefahren wird, lässt die Schweiz ihre Staatsbürger ziemlich im Regen stehen.

«Im Moment sind uns juristisch die Hände gebunden.»

*Roger Chevallaz, SAFE*

Als Schnell im September 2012 seinen Film nach dessen Ausstrahlung auf Arte bei YouTube antrifft, nimmt er sofort Kontakt mit dem Sender auf, der das Problem zu lösen verspricht. Als der Film wenig später erneut auf der Video-Plattform auftaucht, muss sich der Regisseur diesmal selbst mit der Website in Verbindung setzen. Das Vorgehen verlangt einiges an Disziplin: Um sicherzustellen, dass sein Film nicht mehr auf YouTube erscheint, kontrolliert der Regisseur jede Woche, ob er dort noch abgerufen werden kann.

Sobald ein einheimisches Werk jenseits dieses ersten illegalen Nutzerbereichs zirkuliert, fehlt heute die Handhabe, um die unrechtmässige Verbreitung zu verhindern. Auch Dan Wechsler stand mit *Operation Casablanca* vor dem Problem, dass der Film von Laurent Nègre auf YouTube zu finden war, wobei die meisten illegalen Aufrufe jedoch über Websites im Ausland erfolgten, insbesondere in Marokko. «Ich habe versucht, bis zur Quelle vorzudringen, doch von diesen Adressen kam nie eine Antwort», klagt der Produzent. Als Nächstes müsste man den Rechtsapparat einschalten, doch in einem solchen Fall steht man in der Schweiz «auf verlorenem Posten», fährt Wechsler fort. «Es existiert keine Beschwerdeinstanz.» Weder Oberli noch Bernasconi oder Schnell haben übrigens erwogen, einen Anwalt beizuziehen, so hilflos fühlten sie sich.

In Spanien, Italien oder Frankreich können die Rechteinhaber bei staatlichen Stellen Beschwerde einreichen. In der Schweiz gibt es zwar die Schweizerische Vereinigung zur Bekämpfung der Piraterie (SAFE), der die SSA angehört, doch diese Gruppierung fungiert nur als «Vermittler»: «Wir dürfen die Rechteinhaber nicht vertreten», bedauert Roger Chevallaz, Rechtsanwalt und Vorstandsmitglied der SAFE, «wir können aber Hilfestellung leisten.» Dies bedeutet konkret, dass die SAFE im Vorfeld eines Prozesses Untersuchungen durchführen, einer gegen das Gesetz verstossenden Website auch eine Rückzugsanweisung zukommen lassen oder die Mittel für ein Gerichtsverfahren beschaffen kann. Man muss sich aber in Geduld üben: Ein Prozess kann bis zu 200 000 Franken kosten, und angesichts der aktuellen Rechtslage gibt es für den Rechteinhaber keinerlei Gewissheit, dass er ihn gewinnt, selbst nicht gegen einen in der Schweiz wohnhaften P2P-Nutzer. Chevallaz bedauert dies, doch «im Moment sind uns juristisch die Hände gebunden».

In der Schweiz fehlt eine Instanz wie etwa in Italien die Autorità per le garanzie nelle comunicazioni (AGCOM), welche die rasche Untersuchung der Fälle übernimmt und allenfalls Weisungen ausgibt. Im Rahmen der Vorschläge der AGUR12 wird dieses Modell vom Bundesrat geprüft: «Wahrscheinlich wird eine besondere Behörde damit betraut», sagt Roland Grossenbacher, Präsident der Arbeitsgruppe und Direktor des Eidgenössischen Instituts für Geistiges Eigentum (IGE). «Diese Instanz würde sowohl den Rechteinhabern als auch den beschuldigten Personen und Websites Sicherheiten bieten.» Das wichtigste «strategische Ziel» der Schweizer Regierung bleibt jedoch «die Förderung des legalen Angebots».



Getürkte Spiele von Patrick Oberli und Fulvio Bernasconi wurde über 115 000 Mal illegal gesichtet.

© POINTPROD SA / ARTE / RTS

Belgien, Holland, Finnland und Grossbritannien blockiert. In Spanien und Italien haben die staatlichen Behörden seit 2011 bzw. 2013 die Möglichkeit, Websites gegebenenfalls rasch sperren zu lassen. Und in Frankreich ordnete der erstinstanzliche Pariser Gerichtshof im November 2013 die Sperrung mehrerer Websites an, die demselben Kreis von Freibeutern angehörten. Das französische Gericht befahl weltweit erstmals auch die Entfernung dieser Websites aus dem Index der Suchmaschinen.

Die Sperrung von Internetseiten löste von Anfang an zahlreiche Diskussionen aus. Die Gegner betonten die Beschneidung der individuellen Freiheit, die gegen die Natur des Webs verstosse. Die Befürworter vergleichen dieses Instrument mit der Sperrung pädophiler Websites, was nie Protest auslöse. Das überzeugendste Argument gegen die Sperrungen betrifft allerdings deren mangelnde Wirksamkeit. Da jede Sperrung mit einem spezifischen Domain-Namen verknüpft ist, kann sie jederzeit problemlos umgangen werden. Die Piraten kreieren eine Kopie der Website, ein Duplikat, das über einen anderen Domain-Namen zugänglich ist. Und sobald sich eine Sperrung auf ein bestimmtes Territorium beschränkt, können gewiefte Computerfreaks den blockierten Domain-Namen über geheime Zugangspfade auch von ihrem Land aus erreichen.

Ist die Sperrung von Websites in der Schweiz als Empfehlung also eine Totgeburt? Nicht unbedingt. Die jüngste Erfahrung in Frankreich scheint diese Sichtweise zu widerlegen. Die Vereinigung für die Bekämpfung der audiovisuellen Piraterie ALPA hatte durch ein Pariser Gericht ein Verbot erwirkt und gab 6 Monate später einen durchschlagenden Erfolg bekannt: «Das Gerichtsurteil war sofort wirksam. Die betroffenen Websites haben in Frankreich heute keine Nutzer mehr», sagt Frédéric Delacroix, Generalsekretär von ALPA. Er spricht gar von einem «digitalen Tod». Als Teil des Arsenal im Kampf gegen Internetpiraterie könnte die Kombination von Sperrung und Löschung aus dem Suchmaschinenindex einer Website nachhaltig den Garaus machen.

Eric Walter, Generalsekretär der französischen Behörde Hadopi für die Verbreitung von Werken und den Schutz der Rechte im Internet, bleibt vorsichtig. Er weist zunächst auf die sehr hohen Kosten hin, die bei der Sperrung und Entfernung aus dem Index entstehen: «Es ist ein Fass ohne Boden.» Die Vereinigung ALPA brauchte nämlich 3 Jahre, um die notwendigen Daten zusammenzutragen und dann wirksam gegen eine Handvoll illegaler Websites zu klagen. Dieses Vorgehen war erfolgreich, brachte es doch auch andere illegale Websites dazu, aus eigenem Antrieb aufzuhören,

trotzdem ist das Problem noch lange nicht gelöst. «Die Frage nach der Effizienz drängt sich auf», meint auch Eric Walter. «Der Grundgedanke hinter der Repression ist, die Arbeit der Piraten zu erschweren, doch wir streben nicht einfach nach Erfolgen. Wir möchten, dass es der Wirtschaft des Kunstschaffens besser geht, dass sie einen Aufschwung erlebt.»

In einer Stellungnahme von Anfang Juni spricht sich der Bundesrat sehr positiv zu den Empfehlungen der AGUR12 aus. Die Regierung befürwortet vor allem die Idee, jenen Internetnutzern Warnungen zukommen zu lassen, die illegale Dateien zur Verfügung stellen. Die Frage der Sperrung bleibt noch etwas schwammig, doch sie wird sicher einer Arbeitsgruppe aufgetragen, die bereits die «zivilrechtliche Verantwortlichkeit von Internet Providern aus allgemeiner Sicht» prüft. Roland Grossenbacher, Direktor des Eidgenössischen Instituts für Geistiges Eigentum (IGE), hält fest, dass «der Bundesrat den Vorschlag betreffend die Sperrung der Websites durchaus weiterverfolgen wird. Das Gesetz muss nur entsprechend angepasst werden.»

Der einzige Haken bei der erfolgreichen Umsetzung dieses Prozesses bleibt der Zeitaufwand. Das EJPD muss bis Ende 2015 einen Vorentwurf ausarbeiten. «Das heisst, dass dieser Entwurf 2016 im Parlament diskutiert und wohl mehrmals zwischen den Kammern hin- und herwandern wird, da er bestimmt heftige Debatten auslöst. Wahrscheinlich kommt das neue Gesetz frühestens 2018 heraus», was laut Roger Chevallaz, Vorstandsmitglied der Schweizerischen Vereinigung zur Bekämpfung der Piraterie (SAFE), angesichts der rasanten Entwicklung des Internets «viel zu lange dauert». Man müsste folglich parallel dazu ein Sperrungsverfahren auf der Grundlage des geltenden Rechts anstreben: «Unserer Ansicht nach ist dies kaum möglich», meint der Vertreter der SAFE, «doch einige Juristen sind anderer Meinung. Man müsste es wohl einfach ausprobieren.»

**PLCh**

## Comment devient-on membre administrateur de la SSA?

**Équilibre entre les répertoires et les régions, parité, expérience de gestion, implication : les critères pour élire un sociétaire au Conseil d'administration de la SSA sont nombreux.**

Chaque Assemblée générale apporte son lot d'élections et de réélections au Conseil d'administration. Il incombe au Conseil *in corpore* de proposer des candidatures qui lui semblent pertinentes par rapport aux tâches et responsabilités telles que définies dans les statuts.

Dès lors, se pose une question légitime: sur la base de quels critères le Conseil d'administration en arrive-t-il à proposer à l'Assemblée générale d'élire tel ou telle sociétaire?

**Le Conseil d'administration s'intéresse en particulier à des sociétaires qui ont acquis une expérience de gestion.**

Courant 2013, le Conseil a ressenti le besoin de poser les critères qui guidaient ses réflexions. Le premier critère est donné par les statuts dans l'article 3.1: l'équilibre entre les répertoires Scène et Audiovisuel. Cet équilibre est le garant d'une gouvernance solidaire. Sauf que Scène et Audiovisuel sont eux-mêmes des répertoires fragmentés dont il convient de respecter les différences. Pour la Scène, il n'y a pas que les auteurs de théâtre de texte mais aussi les auteurs-metteurs en scène, les humoristes, les chorégraphes et les compositeurs de musique de scène. Pour l'Audiovisuel, il n'y a pas que le film de fiction mais aussi le film d'animation, le documentaire, les scénaristes non-réalisateurs et les réalisateurs non-scénaristes.

D'autres critères objectivables entrent en ligne de compte:

- le principe de viser une parité homme-femme (actuellement un tiers du Conseil est féminin)
- les années de sociétariat (en principe, au minimum cinq)
- le fait d'être un auteur professionnel et actif dans son secteur et d'en retirer des revenus réguliers (pas forcément des droits d'auteur transitant par la société)
- l'équilibre entre les régions suisses et romandes (les intérêts alémaniques et tessinois, mais aussi l'équilibre entre cantons romands, doit être respecté)

C'est à ce stade que le Conseil considère d'autres critères. Ce n'est faire offense à personne que de dire qu'«un bon auteur ne fait pas forcément un bon gestionnaire». Comprendre une comptabilité, décoder un article de loi sur le droit d'auteur, déterminer ou valider une stratégie, évaluer la pertinence des ressources nécessaires à la gestion

ou encore participer à des processus collectifs qui exigent l'intégration de paramètres parfois un peu barbares n'est pas à la portée de tout le monde.

C'est la raison pour laquelle le Conseil d'administration s'intéresse en particulier à des sociétaires qui ont acquis une expérience de gestion au sein d'une personne morale comme une société de production, une fondation, une administration publique ou qui ont organisé des événements culturels de toute nature. De même, il s'oriente de préférence vers des sociétaires qui se sont investis dans des initiatives en faveur des conditions-cadres d'exercice du métier d'auteur: membre ou présidence d'un comité d'une association professionnelle, prise de position en politique culturelle, expérience en communication culturelle, implication dans la formation de base ou continue, etc. Il considère également ceux qui ont eu une expérience internationale dans les territoires avec lesquels la SSA travaille le plus (France, Italie, Espagne).

Enfin, le Conseil doit s'assurer de la capacité d'investissement des candidats, pas seulement pour les 12 séances annuelles en moyenne mais aussi, à terme, pour occuper une fonction particulière, par exemple en tant que président d'une commission (tâche qui nécessite des qualités spécifiques). Il est inutile d'ajouter que le Conseil doit s'assurer de l'absence de conflit d'intérêt lors de toute recherche de candidature.

A chaque départ, le Conseil réfléchit et approche de futurs candidats avec soin, dans un esprit d'ouverture et de pluralité: 14 personnes, c'est à la fois beaucoup et peu au regard des enjeux du droit d'auteur.



La cinéaste Anne Deluz, récemment élue au Conseil d'administration de la SSA

© RTS

## Les arts de la rue ont désormais leur bourse

**Fin juin 2014, la SSA et la Fédération des arts de la rue suisses (FARS) ont lancé une action pour soutenir des créations qui couvrent un large éventail de disciplines.**

Comme un phénomène revient, puis retourne à son point de départ et renaît avec des variations ou des transpositions, les arts vivants s'engagent sur des chemins d'inventions et d'expérimentations. De nombreux auteurs se plongent dans l'écriture de plateau, le travail performatif ou d'autres formes, et permettent ainsi un renouvellement de la scène. Participant de ce mouvement, les arts de la rue occupent une place importante dans la création. Certaines compagnies ou créateurs existent depuis plus de vingt ans et sont pleinement reconnus dans le paysage culturel suisse et international. Dirigée par Anna Anderegg, la compagnie de danse Asphalt Piloten est lauréate en 2013 du Prix suisse de la danse June Johnson. Compagnie de danse-performance, Da Motus est présente sur plusieurs continents: Afrique, Amérique, Asie et Europe. Actifs dans le répertoire théâtral, Les Batteurs de Pavés réalisent des tournées avec un nombre impressionnant de représentations, de 200 à 500 dates selon les spectacles.

Pratiqués hors des lieux destinés aux spectacles, les arts de la rue sont multiples et couvrent un large éventail de disciplines: musique, danse, théâtre, cirque, performance. Les compagnies investissent des espaces inhabituels afin de rencontrer le public sur un terrain quotidien et ouvert à tous. En échappant aux lieux sacralisés et aux rites usuels, elles se confrontent à la réalité d'un rapport âpre avec le public. Elles doivent tenir compte de la pression de l'environnement et adapter leur dramaturgie. L'écriture d'un spectacle de rue est spécifique et demande à son auteur une connaissance et une vigilance différentes de l'écriture théâtrale habituelle. Les auteurs de rue sont donc spécialisés dans leur domaine et peaufinent principalement leur art

grâce au renouvellement des expériences directes. Souvent intégrés aux compagnies comme auteurs-comédiens ou auteurs-metteurs en scène, ils gardent un lien organique avec l'usage de la rue.

Après des années d'itinérance et de difficultés à établir des attaches institutionnelles et administratives, ces jeunes et fougueuses compagnies se sont assagies. Elles ont trouvé boîte aux lettres à leurs pieds et disposent depuis fin 2010 d'une organisation commune: la Fédération des arts de la rue suisses (FARS), qui travaille aussi à la mise sur pied d'une fédération européenne avec ses cousines allemandes et françaises. Du côté des organisateurs, théâtres ou festivals, la prise en charge de la diffusion des spectacles de rue s'est profondément modifiée. Administrativement, les productions sont de plus en plus souvent traitées comme des représentations usuelles. Cette évolution permet déjà, et permettra en se développant, d'aider les auteurs à faire respecter leurs droits et à solliciter la SSA.

En 2012, tant la FARS que la Commission Scène de la SSA avaient pressenti cette évolution. Les deux organes avaient convenu de mettre en commun leur expérience afin de développer un projet visant à renforcer et valoriser les auteurs des arts de la rue. De cette préparation est née la Bourse SSA-FARS pour les auteurs des arts de la rue. Lancée le 30 juin dernier, cette action en partenariat s'adresse spécifiquement aux auteurs (*voir le règlement en ligne sur le site de la SSA*). Nous espérons, grâce cette collaboration, renforcer ce répertoire et exprimer une vision solidaire avec des auteurs que l'itinérance a parfois confinés à la marge.

Yves Robert,  
président de la Commission Scène



© Christian Anderegg

*Tape Riot*, une création en 2011-2012 de Asphalt Piloten (Anna Anderegg, Hervé Thiot, Marco Barotti, Moni Wespi). Photo prise à Angers.



**DE NOUVEAUX LAURÉATS****POUR UN NOUVEAU TEXTES-EN-SCÈNES**

Stéphanie Blanchoud (Bruxelles), Douna Loup (Bouvron, France), Julien Mages (Lausanne) et Camille Rebetez (Delémont): tels sont les lauréats de **TEXTES-en-SCÈNES 2014**, choisis parmi 22 candidatures en mai dernier par le jury de l'atelier (François Berreur, Les Solitaires Intempestifs, Caroline Marcilhac, Théâtre Ouvert, Denis Maillefer, Les Halles de Sierre).

Action pour la promotion de l'écriture et de la création théâtrale contemporaine en Suisse romande, Textes-en-scènes est désormais porté pour deux éditions par les théâtres Arsenic Lausanne et St-Gervais Le Théâtre Genève. De septembre 2014 à juin 2015, le dispositif accorde aux quatre auteurs dramatiques une bourse de 12 000 francs et offre à chacun des conditions fructueuses pour conduire l'élaboration de son œuvre. L'atelier est soutenu par Pro Helvetia, le Pour-cent culturel Migros, la Loterie Romande et la SSA.

**BOURSES SSA POUR LE DÉVELOPPEMENT****DE FILMS DOCUMENTAIRES – LAURÉATS 2014**

Le Fonds culturel de la SSA attribue quatre bourses d'un montant global de 80 000 francs pour le développement de longs-métrages documentaires (cinéma et télévision). Composé de Jacob Berger (réalisateur, Genève), Dieter Fahrner (réalisateur et producteur, Berne) et Pierre-Olivier François (réalisateur et journaliste, Paris), le jury a examiné cette année 27 dossiers. A l'unanimité, les membres du jury ont attribué les bourses aux projets suivants: *The Brain* de Jean-Stéphane Bron, prod. Bande à part Films; *Jean-Michel et son équipe* de Stéphane Goël, prod. Climage Audiovisuel; *Non ho l'età* d'Olmo Cerri et Simona Casonato, AMKA Films Production SA; *Aquarius – No Place on Earth* de Charlie Petersmann, prod. Intermezzo Films SA.

**FACEBOOK, NOUS VOILÀ!**

Depuis le mois de juillet dernier, une page Facebook est ouverte au nom de la SSA. Alimentée par huit contributeurs parmi les responsables de la coopérative, cette page sert à montrer les multiples activités de la société, à leur donner de la visibilité de façon immédiate et légère (remises de prix, participations à des commissions, etc.). Elle vise aussi bien les membres de la SSA présents sur Facebook qu'un public plus large lié au réseau social. Chacun, sociétaire ou non, est invité à y laisser des commentaires et, bien sûr, à cliquer «J'aime» et s'abonner à notre fil d'actualités.

**COURRIEL N'EST PLUS, QUE VIVE L'INFOLETTRE!**

Depuis avril de cette année, *Courriel.papier* a laissé sa place à une *Infolettre*. A la fois plus succincte et plus diversifiée, cette nouvelle formule de newsletter comprend une sélection d'articles qui paraissent dans le flux d'actualités en ligne. En bas de page, une rubrique inédite met en valeur des propos d'auteurs concernant le droit d'auteur.

*L'Infolettre* paraît environ tous les trois mois, en français et en allemand. Ses contenus permettent une lecture adaptée aux appareils mobiles et aux déplacements, avec des liens pour aller plus loin si désiré. La photographie d'une œuvre illustre l'extraordinaire diversité du répertoire de notre coopérative. Nous invitons nos membres à nous envoyer tout matériel iconographique numérique librement utilisable pour nos différentes publications (feedback@ssa.ch).

**AG 2014 – UNE COULEUR FÉMININE ET GENEVOISE**

Pour sa 31<sup>e</sup> Assemblée générale, la SSA a repris une couleur genevoise. Cela faisait plus de vingt ans que nos assemblées se déroulaient à Lausanne et il était temps de retrouver le bout du lac. Une centaine de membres, employés et invités se sont retrouvés au Théâtre St-Gervais le samedi 14 juin 2014 entre 11 h et 13 h. L'exercice 2013 ayant été le meilleur de notre société avec plus de 21 millions de francs d'encaissement et un taux de frais des plus bas, il aurait été mal venu de ne pas le commenter. Autre point de mire des présentations: les recommandations du groupe de travail AGUR12, mandaté par la Confédération, pour ouvrir de nouvelles pistes pour le droit d'auteur sur Internet. Enfin, il a été accepté que pour 2014, la retenue sur les encaissements se répartisse à raison de 7% en faveur du Fonds culturel et 3% en faveur de notre Fondation de prévoyance.

Mais l'assemblée avait aussi une couleur plus féminine qu'à l'habitude. Le Conseil d'administration a annoncé le départ d'Isabelle Daccord (Scène), entrée en 2004 et ayant œuvré comme responsable de notre journal *Papier* pendant six ans. L'assemblée l'a chaleureusement remerciée et remplacée par Anne Deluz (Audiovisuel), réalisatrice dont la carrière est à cheval entre la Suisse et l'Espagne. Le dernier mot a été laissé à Claude-Inga Barbey et Doris Ittig qui ont joué un extrait du délicieux *Laverie Paradis*, spectacle qui se jouait précisément dans les murs du théâtre.

L'Assemblée générale 2015 aura elle une couleur toute différente: ce sera celle de nos 30 ans et le Théâtre de Vidy-Lausanne nous accueillera pour un vendredi soir de fête!



**TEXTES-EN-SCÈNES: DIE NEUEN PREISTRÄGERINNEN UND PREISTRÄGER**

Stéphanie Blanchoud (Brüssel), Douna Loup (Bouvron, Frankreich), Julien Mages (Lausanne) und Camille Rebetez (Delémont): Das sind die Gewinner von **Textes-en-Scènes 2014, die im letzten Mai von der Jury des Workshops (François Berreur, Les Solitaires intempestifs, Caroline Marcilhac, Théâtre Ouvert, Denis Maillefer, Les Halles de Sierre) unter 22 Bewerbungen ausgewählt wurden.**

Die beiden nächsten Ausgaben der Aktion Textes-en-Scènes zur Förderung des zeitgenössischen Schreibens und Schaffens für die Westschweizer Bühnen werden vom Lausanner Theater Arsenic und vom Genfer Théâtre St-Gervais getragen. Für den Zeitraum von September 2014 bis Juni 2015 gewährt die Aktion den vier Bühnenaufgebern je ein Stipendium von 12 000 Franken sowie die Gelegenheit, ihre Werke unter idealen Bedingungen zu verwirklichen. Der Workshop wird von der Pro Helvetia, dem Migros-Kulturprozent, der Loterie Romande und der SSA unterstützt.

**SSA-STIPENDIEN FÜR DIE ENTWICKLUNG VON DOKUMENTARFILMEN: PREISTRÄGER 2014**

Der Kulturfonds der SSA vergibt vier Stipendien von insgesamt 80 000 Franken für die Entwicklung von Dokumentarlangfilmen (Kino und Fernsehen). Die Jury, der Jacob Berger (Regisseur, Genf), Dieter Fahrner (Regisseur und Produzent, Bern) und Pierre-Olivier François (Regisseur und Journalist, Paris) angehören, prüfte dieses Jahr 27 Dossiers. Die Jurymitglieder gewährten die Stipendien einstimmig den folgenden Projekten: *The Brain* von Jean-Stéphane Bron, Prod. Bande à part Films, *Jean-Michel et son équipe* von Stéphane Goël, Prod. Climage Audiovisuel, *Non ho l'età* von Olmo Cerri und Simona Casonato, AMKA Films Productions, *Aquarius – No Place on Earth* von Charlie Petersmann, Prod. Intermezzo Films SA.

**WIR SIND BEI FACEBOOK**

Seit Juli 2014 ist im Namen der SSA eine Facebook-Seite in Betrieb, die von acht Verantwortlichen unserer Gesellschaft gespeist wird. Das Ziel ist, die verschiedenen Aktivitäten der SSA aufzuzeigen sowie ihr auf direkte und unkomplizierte Art Beachtung zu verleihen (Preisverleihungen, Teilnahme an Kommissionen usw.). Sie wendet sich an die Mitglieder der SSA, die bei Facebook präsent sind, sowie an ein breiteres, mit diesem sozialen Netzwerk verbundenes Publikum. Alle, ob Mitglied oder nicht, sind eingeladen, Kommentare zu hinterlassen und natürlich den «Gefällt mir»-Button anzuklicken und die Neuigkeiten anzeigen zu lassen.

**COURRIEL GIBT ES NICHT MEHR, ES LEBE INFOLETTRE!**

Im April dieses Jahres wurde *Courriel.papier* durch einen *Infolettre* abgelöst. Dieser neue und gleichzeitig kürzere sowie vielseitigere Newsletter bietet eine Auswahl von Artikeln aus den laufend erscheinenden Online-Aktualitäten. Am Ende der Seite präsentiert eine neue Rubrik Meinungen von Autorinnen und Autoren zum Urheberrecht.

*Infolettre* erscheint ungefähr alle drei Monate in Französisch und Deutsch. Die Texte sind für die Lektüre mit mobilen Geräten aufbereitet und werden durch weiterführende Links ergänzt. Die Abbildung eines Werks illustriert jeweils die ausserordentliche Vielfalt des Repertoires unserer Gesellschaft. Wir bitten deshalb unsere Mitglieder, uns alles digitale Bildmaterial zu senden, das in unseren Publikationen frei verwendet werden darf (feedback@ssa.ch).

**GV 2014 – EINE GENFERISCHE UND WEIBLICHE NOTE**

Die 31. Generalversammlung der SSA wurde in Genf durchgeführt. Seit mehr als zwanzig Jahren fand unsere GV in Lausanne statt, weshalb es Zeit wurde, sich am unteren Ende des Sees zu treffen. Rund hundert Mitglieder, Angestellte und Gäste fanden sich am Samstag, 14. Juni 2014, im Théâtre St-Gervais ein. Mit über 21 Millionen CHF Einnahmen und einem der niedrigsten Kostensätze schloss das Berichtsjahr 2013 mit dem besten Ergebnis in der Geschichte unserer Gesellschaft ab, weshalb es nicht unkommentiert bleiben darf. Im Fokus standen auch die Empfehlungen der vom Bundesrat einberufenen Arbeitsgruppe AGUR12, um neue Wege für das Urheberrecht im Internet aufzuzeigen. Schliesslich wurde für 2014 beschlossen, den einbehaltenen Anteil an den Urheberrechtsentschädigungen zu 7% dem Kulturfonds und zu 3% dem Fonds de secours zuzuweisen.

Die Generalversammlung hatte zudem auch eine weiblichere Note als üblich. Der Verwaltungsrat gab den Rücktritt von Isabelle Daccord (Bühnenwerke) bekannt, die 2004 gewählt worden war und während sechs Jahren als Verantwortliche unserer Zeitschrift *Papier* tätig war. Die Versammlung dankte ihr dafür herzlich. An ihre Stelle tritt die Filmregisseurin Anne Deluz (Audiovisuelle Werke), die beruflich zwischen der Schweiz und Spanien pendelt. Das letzte Wort hatten Claude-Inga Barbey und Doris Ittig mit einem Auszug aus der köstlichen Komödie *Laverie Paradis*, die im Théâtre St-Gervais gastierte. Die Generalversammlung 2015 wird wieder eine völlig andere Note haben: Im Zeichen unseres 30jährigen Bestehens findet sie im Théâtre de Vidy in Lausanne statt, das uns an einem festlichen Freitagabend empfangen wird!



© RTS / LORENO PATRICK

Die kürzlich in den Verwaltungsrat der SSA gewählte Filmregisseurin Anne Deluz.

## Wie wird man Mitglied im Verwaltungsrat der SSA?

Jede Generalversammlung ist mit Neu- und Wiederwahlen in den Verwaltungsrat verbunden. Es obliegt dem Verwaltungsrat in corpore, Kandidaturen vorzuschlagen, die ihm hinsichtlich der Pflichten und Verantwortlichkeiten, wie sie in den Statuten definiert sind, geeignet erscheinen.

Die Frage ist deshalb berechtigt: Nach welchen Kriterien kommt der Verwaltungsrat dazu, der Versammlung dieses oder jenes Mitglied der Genossenschaft vorzuschlagen?

2013 fand es der Verwaltungsrat angebracht, die Kriterien für die Kandidatenwahl festzulegen. Das erste Kriterium ist durch Artikel 3.1 der Statuten gegeben: die Ausgewogenheit zwischen den Repertoire-Bereichen *Bühnenwerke* und *Audiovisuelle Werke*. Dieses Gleichgewicht ist der Garant einer solidarischen Geschäftsführung. Allerdings sind diese beiden Bereiche selbst wieder in zahlreiche Sparten unterteilt, deren Unterschiede respektiert werden müssen. Im ersteren gibt es nicht nur die Sparte der Bühnenschriftsteller, sondern auch jene der Autoren-Regisseure, Komiker, Choreographen, Komponisten von Bühnenmusik und andere mehr. Zum audiovisuellen Repertoire gehören die Sparten Spielfilm, Trickfilm, Dokumentarfilm usw. Drehbuchautoren, die nicht Regie führen, und Regisseure, die keine Drehbücher schreiben.

«Der Verwaltungsrat interessiert sich besonders für SSA-Mitglieder, die über betriebswirtschaftliche Erfahrung verfügen»

Weitere objektivierbare Kriterien, die berücksichtigt werden, sind:

- das Prinzip der Mann-Frau-Parität (gegenwärtig ist ein Drittel des Verwaltungsrats weiblich),
- die Dauer der Mitgliedschaft (im Prinzip mindestens fünf Jahre),
- die Tatsache, als professioneller Urheber im jeweiligen Sektor aktiv zu sein sowie daraus regelmässig Einkünfte zu beziehen (nicht unbedingt nur durch die von der SSA einkassierten Urheberrechte),
- die Ausgewogenheit zwischen den Regionen der gesamten Schweiz und innerhalb der Romandie (zu berücksichtigen sind die Deutschschweizer und Tessiner Interessen ebenso wie die Balance unter welschen Kantonen).

In diesem Stadium berücksichtigt der Verwaltungsrat noch zusätzliche Kriterien. Die Feststellung, dass «ein guter Autor nicht unbedingt ein guter Verwalter ist», beleidigt wohl niemanden. Eine Buchhaltung verstehen, einen Gesetzesartikel über das Urheberrecht zu entschlüsseln, eine Strategie festzulegen oder abzusegnen, die Angemessenheit der notwendigen Ressourcen für die Verwaltung zu beurteilen oder an gemeinsamen Verfahren teilzunehmen, bei denen

manchmal etwas barbarische Parameter einbezogen werden müssen, ist nicht allen gegeben.

Aus diesem Grund interessiert sich der Verwaltungsrat besonders für SSA-Mitglieder, die über betriebswirtschaftliche Erfahrung in einer juristischen Einheit – etwa einer Produktionsfirma, einer Stiftung, einer öffentlichen Verwaltung – verfügen oder kulturelle Veranstaltungen verschiedenster Art organisiert haben. Ausserdem richtet der Rat sein Augenmerk mit Vorliebe auf Mitglieder, die sich in Initiativen zur Verbesserung der Rahmenbedingungen für Urheber engagiert haben: Leute, die im Vorstand eines Berufsverbands sind oder diesen präsidieren, Erfahrung in kultureller Kommunikation haben, sich für Aus- und Weiterbildung einsetzen usw. Berücksichtigt werden auch Mitglieder, die auf internationaler Ebene Erfahrung haben, vor allem in den Ländern, mit denen die SSA am häufigsten arbeitet (Frankreich, Italien, Spanien).

Schliesslich muss der Rat die Verfügbarkeit der potentiellen Verwaltungsratsmitglieder prüfen. Dabei geht es nicht nur um die ungefähr zwölf Sitzungen pro Jahr, sondern letztlich auch darum, eine besondere Funktion zu übernehmen, zum Beispiel das Präsidium einer Kommission (eine Aufgabe, die spezifische Qualitäten erfordert). Dass der Rat zudem jede Kandidatensuche frei von Interessenkonflikten durchzuführen hat, braucht eigentlich kaum erwähnt zu werden.

Bei jedem Rücktritt überlegt der Rat sorgfältig und spricht mögliche Kandidatinnen und Kandidaten in einem Geist der Offenheit und Pluralität an. Denn mit Blick auf das Thema Urheberrecht sind 14 Personen gleichzeitig viel und wenig.

## Die Strassenkunst hat jetzt ihr Stipendium

Ende Juni 2014 lancierten die SSA und die Fédération des arts de la rue suisses (FARS) eine Aktion zur Unterstützung von Werken, die eine breite Palette von Disziplinen abdecken.

Wie ein Phänomen, das kommt, dann an seinen Ausgangspunkt zurückkehrt und in Varianten oder Transpositionen erneut aufblüht, schlagen die lebendigen Künste erfindische und experimentelle Wege ein. Zahlreiche Urheber vertiefen sich in die Bühnenschriftstellerei, die Performance oder andere Formen und ermöglichen so eine Erneuerung der Szene. Die Strassenkünste sind Teil dieser Bewegung und nehmen in der Kreation einen wichtigen Platz ein. Gewisse Truppen und Kreateure existieren seit mehr als zwanzig Jahren und sind in der schweizerischen wie internationalen Kulturlandschaft voll anerkannt. Die von Anna Anderegg geleitete Tanzkompanie Asphalt Piloten ist Preisträgerin des June Johnson Dance Prize 2013. Die Tanz- und Performancegruppe Da Motus tritt in Afrika, Amerika, Asien und Europa auf. Les Batteurs de Pavés sind im Theaterrepertoire aktiv und verwirklichen Tourneen mit je nach Stück zwischen 200 und 500 Aufführungen.

Die ausserhalb der Theater im öffentlichen Raum stattfindenden Strassenkünste sind vielfältig und decken eine breite Palette von Disziplinen ab: Musik, Tanz, Theater, Zirkus, Performance. Die Kompagnien erobern ungewöhnliche Räume, um dem Publikum im Alltag zu begegnen. Indem sie aus den geheiligten Sälen und Riten des Theaters ausbrechen, stellen sie sich der Realität im Verhältnis zu den Zuschauern. Sie müssen den Druck des Umfelds berücksichtigen und ihre Dramaturgie entsprechend anpassen. Das Schreiben für Strassenkunst unterscheidet sich beträchtlich von der Bühnenschriftstellerei und verlangt vom Verfasser ein besonderes Wissen und Können. Die auf diesen Bereich spezialisierten Urheber geben ihrer Kunst den letzten Schliff dank der unablässigen Erneuerung direkter Erfahrungen. Sie sind häufig als Urheber-Schauspieler in die Kompagnie integriert und bleiben organisch mit den Gebräuchen auf der Strasse verbunden.

Nach Jahren der Wanderungen, in denen es schwierig war, institutionelle und administrative Bande zu knüpfen, sind diese jungen, stürmischen Kompagnien ruhiger geworden. Sie haben einen Briefkasten gefunden, der zu ihnen passt, und verfügen seit Ende 2010 über eine gemeinsame Organisation, die Fédération des arts de la rue suisses (FARS). Diese arbeitet zusammen mit ihren deutschen und französischen Schwestern auch an der Gründung einer europäischen Vereinigung. Auf der Seite der Organisatoren, Bühnen oder Festivals, hat sich die Betreuung der im Freien aufgeführten Spektakel tiefgreifend verändert. Administrativ werden solche Produktionen immer häufiger wie übliche Aufführungen behandelt. Diese Entwicklung ermöglicht es bereits heute, den Urhebern zu helfen, dass sie ihre Rechte durchsetzen und die SSA beziehen können. Dies wird in Zukunft noch verstärkt möglich sein.

2012 hatten sowohl die FARS als auch die Bühnenkommission der SSA diese Entwicklung vorausgeahnt. Deshalb hatten sie vereinbart, gemeinsam ein Projekt zu entwickeln, um die Strassenkunst-Urheber zu stärken und aufzuwerten. Daraus entstanden die Stipendien SSA-FARS für Strassenkünstler. Diese am 30. Juni 2014 erstmals ausgeschriebene partnerschaftliche Beihilfe richtet sich spezifisch an die Urheber solcher Werke (siehe Online-Reglement auf der Webseite der SSA). Wir hoffen, dadurch dieses Repertoire zu stärken und zu zeigen, dass wir mit Urhebern solidarisch sind, die durch ihr Wanderleben gelegentlich marginalisiert werden.

Yves Robert,  
Präsident der Bühnenkommission



© LES BATTEURS DE PAVES  
*Hamlet d'après William Shakespeare, création 2010.  
Conception et jeu: Emmanuel Moser et Laurent Lecoultré.*

**ŒUVRES DE COMMANDE: CONCLURE UN CONTRAT AU PLUS TÔT**

A nos membres qui reçoivent une commande, nous attirons l'attention sur le fait qu'il convient de préciser le plus tôt possible, lors des pourparlers, que les droits d'auteur ne sont pas compris dans les honoraires ou la prime de commande. En stipulant par écrit, par exemple dans un document qui résume l'essentiel de votre accord, que vos droits seront perçus par la SSA aux conditions de celle-ci, vous vous prémunissez contre des interprétations du contrat qui pourraient vous être défavorables et des complications ultérieures dans vos rapports de travail.

La SSA souhaite également vous sensibiliser sur l'importance de conclure un contrat le plus tôt possible au cours de votre collaboration (en principe avant de démarrer le travail de commande), en réservant l'intervention de la coopérative pour la gestion des droits d'auteur, tout en fixant par ailleurs les points essentiels de la collaboration. La SSA tient à disposition des contrats modèle, tant pour l'audiovisuel que pour la scène (voir sur [www.ssa.ch](http://www.ssa.ch), rubrique Documents). On y trouve également un aide-mémoire spécifique pour les œuvres de commande. Le conseil de notre service juridique est une prestation dont nos membres peuvent bénéficier gratuitement.

**SOIRÉES PRIVÉES OU GRATUITES: IL FAUT AUSSI PAYER L'AUTEUR**

Beaucoup croient «qu'il n'y a pas de droits d'auteur» dans le cas de soirées privées ou de spectacles gracieusement offerts à des invités. C'est pour éclaircir cette question, et bien d'autres, que nous avons remanié la rubrique «Utilisation des œuvres» sur notre site. Elle vise à renseigner les organisateurs de spectacles sur les démarches qu'ils doivent entreprendre, approfondit certaines situations particulières et guide l'internaute vers les formulaires ou documents adéquats. Nous avons également créé une sous-rubrique spécifique pour mieux informer les organisateurs d'événements qui ne sont pas familiers avec le monde du spectacle.

En ce qui concerne la question des soirées privées et/ou gratuites pour les invités, il faut noter qu'elles sont rarement gratuites pour l'hôte qui loue une salle, du matériel, engage et paie du personnel, etc. La SSA ne voit donc pas pourquoi l'auteur ne serait pas également rémunéré.

Selon la législation en vigueur, les droits d'auteur sont dus dès que le cadre de l'événement dépasse la famille et les amis proches. Ils sont donc notamment à payer pour les soirées d'entreprise, d'association, etc. De même, la gratuité de l'entrée ne dispense pas l'organisateur de payer les droits d'auteur. Dans ce dernier cas, les droits sont calculés sur la base d'un tarif fixe par place disponible ou sur le prix de vente du spectacle, selon la formule qui sera la plus favorable à l'auteur. Les entreprises qui vendent des spectacles veilleront à inclure des droits d'auteur dans les contrats qu'elles signent avec les tiers.

[www.ssa.ch](http://www.ssa.ch), rubrique Utilisation des œuvres

**AUTEURS DE LA FÊTE DES VIGNERONS 2019: LA SSA VOUS ASSISTE**

La prochaine Fête des Vignerons aura lieu en juillet/août 2019. Comme pour toute autre œuvre destinée spécifiquement à un événement, le service juridique de la SSA assiste volontiers les auteurs membres qui la solliciteraient dans ce contexte. Vous pouvez prendre contact en tout temps avec Sandra Gerber à l'adresse mail: [servicejuridique@ssa.ch](mailto:servicejuridique@ssa.ch).

**MAINTIEN DE LA REDEVANCE POUR COPIE PRIVÉE**

Par le biais d'une initiative parlementaire, le PLR demandait la suppression de la redevance sur les supports vierges, sans proposer d'autre solution (voir *Papier* N° 110). L'acceptation de cette initiative aurait non seulement occasionné de graves inconvénients pour les consommateurs mais également causé un préjudice financier massif aux créateurs culturels. Près de 3200 artistes, plus de 70 associations ainsi que les sociétés de gestion se sont battus contre ce projet et ont recommandé aux conseillers nationaux concernés de refuser la proposition. L'appel a été entendu.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national a clairement refusé l'initiative par 21 voix contre 0, avec 4 abstentions. Dans le même temps, elle a accepté à l'unanimité une motion, qui charge le Conseil fédéral d'élaborer des solutions susceptibles de remplacer l'actuelle redevance sur les supports de données. Il faudra dans ce contexte tenir compte du fait qu'il existe actuellement sur le marché des moyens électroniques qui permettent de contourner aisément cette obligation légale. Il s'agira également de prendre en compte les conclusions du groupe de travail AGUR12<sup>1</sup>. Deux autres contraintes sont fixées: la révision ne devra pas impliquer de coûts pour les finances fédérales et le soutien financier aux milieux culturels ne devra pas être remis en question.

Ce résultat satisfait la SSA. Nous tenons à remercier chaleureusement tous les créateurs, leurs associations, leurs représentants, et tout particulièrement les parlementaires qui se sont engagés en faveur des intérêts des artistes et des consommateurs.

<sup>1</sup> Instauré par le Département fédéral de justice et police, le Groupe de travail sur les droits d'auteurs (AGUR12), auquel la SSA a participé, a émis fin 2013 une série de recommandations afin de moderniser le droit d'auteur (voir [www.ipi.ch](http://www.ipi.ch), rubrique Droit d'auteur / AGUR12).

### **AUFTRAGSWERKE: SO SCHNELL WIE MÖGLICH EINEN VERTRAG ABSCHLIESSEN**

Wir empfehlen unseren Mitgliedern, die eine Werkbestellung erhalten, bei den Verhandlungen den Auftraggeber so früh wie möglich darauf aufmerksam zu machen, dass die Urheberrechte nicht in den Honoraren oder der Auftragsprämie enthalten sind. Indem Sie schriftlich darauf hinweisen – zum Beispiel in einem Dokument, das die wichtigsten Elemente dieser Vereinbarung zusammenfasst –, dass Ihre Rechte von der SSA zu deren Bedingungen eingezogen werden, sichern Sie sich gegen allfällige für Sie ungünstige Auslegungen des Vertrags und künftige Komplikationen in der geplanten Zusammenarbeit ab. Die SSA möchte Sie zudem für die Bedeutung sensibilisieren, die ein möglichst frühzeitiger Vertragsabschluss (im Prinzip vor Arbeitsbeginn) und der Vorbehalt der Urheberrechte haben. Gleichzeitig können so die grundlegenden Punkte der Zusammenarbeit festgelegt werden. Die SSA hält Musterverträge für Bestellungen von Bühnen- und audiovisuellen Werken bereit ([www.ssa.ch](http://www.ssa.ch), Rubrik Dokumente). Dort finden Sie auch einen Leitfaden zum Thema. Die Beratung durch unseren Rechtsdienst ist zudem für unsere Mitglieder kostenlos.

### **PRIVAT- ODER GRATISVORSTELLUNGEN: DER URHEBER MUSS DENNOCH BEZAHLT WERDEN**

Viele glauben, es würden «keine Urheberrechte fällig», wenn jemand eine Privatvorstellung oder sonstige kostenlose Aufführung organisiert. Um diese und viele andere Fragen zu klären, haben wir auf unserer Website die Rubrik «Info für Werknutzer» überarbeitet. Sie soll die Veranstalter von Aufführungen über das Vorgehen unterrichten, geht vertieft auf besondere Sachverhalte ein und führt zu den Formularen oder Dokumenten. Zudem wurde eine spezifische Unterrubrik kreiert, um Veranstalter, die mit den Gepflogenheiten der Bühnenwelt nicht vertraut sind, besser zu informieren.

Was die Frage privater und/oder für das Publikum kostenloser Veranstaltungen betrifft, gilt es festzuhalten, dass diese Anlässe für den Organisator selten gratis sind, da er einen Saal und Material mietet, Personal einstellt und bezahlt usw. Die SSA sieht deshalb nicht ein, wieso nicht auch der Urheber bezahlt werden sollte. Gemäss der geltenden Gesetzgebung werden Urheberrechte fällig, sobald der Rahmen der Veranstaltung den engen Familien- oder Freundeskreis übersteigt. Sie sind also insbesondere für Aufführungen bei Firmen- oder Vereinsnähen usw. zu entrichten. Der Umstand, keinen Eintritt zu verlangen, entbindet den Veranstalter nicht von dieser Pflicht. In diesem Fall werden die Rechte auf der Basis eines festen Tarifs pro verfügbarem Platz oder nach dem Verkaufspreis der Vorstellung berechnet, je nachdem, welche Variante für den Urheber vorteilhafter ist. Unternehmen, die solche Produktionen anbieten, sind gehalten, die Urheberrechte in die Verträge mit Dritten einzuschliessen.

[www.ssa.ch](http://www.ssa.ch), Rubrik Info für Werknutzer

### **FÊTE DES VIGNERONS 2019: DIE SSA STEHT IHNEN ZUR SEITE**

Die nächste «Fête des Vignerons» findet im Juli/August 2019 statt. Wie bei allen anderen spezifisch für einen Anlass in Auftrag gegebenen Werken unterstützt der Rechtsdienst der SSA gerne Mitglieder, welche in diesem Zusammenhang beraten werden möchten. Sie können jederzeit mit Sandra Gerber Kontakt aufnehmen unter: [rechtsdienst@ssa.ch](mailto:rechtsdienst@ssa.ch)

### **ERHALT DER LEERTRÄGERVERGÜTUNG**

Mit einer parlamentarischen Initiative forderte die FDP.Die Liberalen die ersatzlose Streichung der Leerträgervergütung (s. *Papier* Nr. 110). Der Erfolg dieses Vorstosses hätte neben weitreichenden Nachteilen für Konsumentinnen und Konsumenten auch massive finanzielle Einbussen für die Kulturschaffenden mit sich gebracht. Rund 3200 Künstlerinnen und Künstler, über 70 Verbände und die Verwertungsgesellschaften wehrten sich gegen den Vorstoss und empfahlen den Nationalräten die Ablehnung des Antrags.

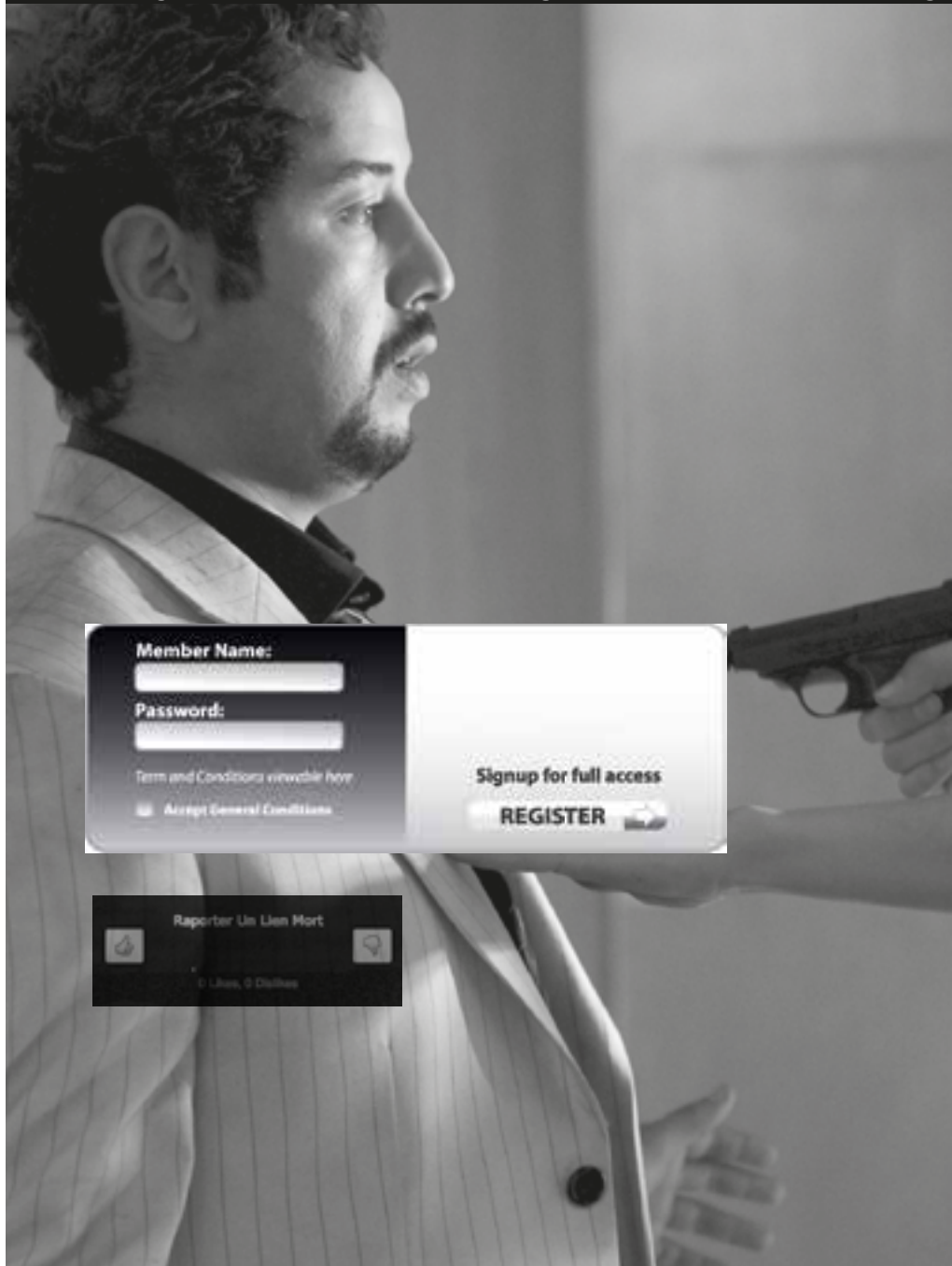
Der Aufruf wurde gehört. Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats lehnte die Initiative mit 21 zu 0 Stimmen und 4 Enthaltungen klar ab. Stattdessen nahm sie einstimmig eine Kommissionsmotion an, die den Bundesrat beauftragt, dem Parlament Alternativen zur aktuellen Abgabe auf leeren Datenträgern zu unterbreiten. Diese sollen dem Umstand Rechnung tragen, dass heute elektronische Mittel auf dem Markt sind, mit denen diese gesetzliche Pflicht einfach umgangen werden kann. Dabei sollen die Schlussfolgerungen der Arbeitsgruppe AGUR12<sup>1</sup> berücksichtigt werden. Auch soll die Revision weder den Bundeshaushalt belasten noch die finanzielle Unterstützung der kulturellen Kreise in Frage stellen.

Das Resultat wird von der SSA mit Genugtuung aufgenommen. Wir möchten allen Kunstschaffenden, den Verbänden und deren Vertretern ein grosses Dankeschön aussprechen. Ein besonderer Dank geht auch an die Parlamentarier, die sich für die Interessen der Kulturschaffenden sowie der Konsumenten eingesetzt haben.

<sup>1</sup> Die vom Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement eingesetzte Arbeitsgruppe Urheberrecht (AGUR12), an der die SSA sich beteiligte, gab Ende 2013 eine Reihe von Empfehlungen zur Modernisierung des Urheberrechts ab (s. [www.ipi.ch](http://www.ipi.ch), Rubrik Urheberrecht / AGUR12).



- streaming - directdownload - streaming - directdownload - streaming -



**papier** **ssa** société  
suisse des  
auteurs

**BULLETIN D'INFORMATION DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS,  
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE** INFORMATIONSBULLETIN DER SOCIÉTÉ SUISSE  
DES AUTEURS, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE

**RESPONSABLE DE RÉDACTION** REDAKTIONSVERANTWORTLICHER  
Pierre-Louis Chantre

**COMITÉ DE RÉDACTION** REDAKTIONSAUSSCHUSS  
Antoine Jaccoud (responsable de publication – für die Publikation  
verantwortlich), Jürg Ruchti, Isabelle Daccord, Zoltán Horváth,  
Denis Rabaglia, Yves Robert

**SECRÉTARIAT DE RÉDACTION** REDAKTIONSSEKRETARIAT  
Nathalie Jayet: 021 313 44 74, nathalie.jayet@ssa.ch

**TRADUCTION** ÜBERSETZUNG  
Nicole Carnal, Jolanda Herradi, Claudia und Robert Schnieper

**CORRECTEUR** KORREKTOR  
Anne-Sylvie Sprenger, Robert Schnieper

**GRAPHISME** GRAFIK  
INVENTAIRE.CH

**IMPRESSION** DRUCK  
CRICprint, Fribourg

**TIRAGE** AUFLAGE  
3200 exemplaires

**PARUTION** ERSCHEINT  
trois fois par an - dreimal jährlich

**POUR OBTENIR LE BULLETIN papier**  
DAS INFOBULLETIN papier IST ERHÄLTLICH ÜBER  
nathalie.jayet@ssa.ch - 021 313 44 74

**SSA** société  
suisse des  
auteurs  
Rue Centrale 12/14, case postale 7463, CH – 1002 Lausanne  
Tél. 021 313 44 55, fax 021 313 44 56  
info@ssa.ch, www.ssa.ch

Gestion de droits d'auteur pour la scène et l'audiovisuel  
Verwaltung der Urheberrechte für Bühnen- und audiovisuelle Werke